



Convention sur la lutte contre la désertification

Distr. générale
20 décembre 2010
Français
Original: anglais

Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention

Neuvième session

Bonn, 21-25 février 2011

Point 4 a) de l'ordre du jour provisoire

Examen des flux financiers destinés à la mise en œuvre de la Convention:

Analyse préliminaire des informations contenues dans les rapports des pays parties touchés et des pays développés parties, des organismes des Nations Unies et des organisations intergouvernementales, et du Fonds pour l'environnement mondial au sujet de l'objectif opérationnel 5 de la Stratégie

Analyse préliminaire des informations contenues dans les rapports des pays parties touchés et des pays développés parties, des organismes des Nations Unies et des organisations intergouvernementales, et du Fonds pour l'environnement mondial au sujet de l'objectif opérationnel 5 de la Stratégie

Note du secrétariat

Résumé

Le présent document comporte une synthèse et une première analyse des informations soumises par les pays parties touchés et les pays développés parties, le Fonds pour l'environnement mondial et le Mécanisme mondial au sujet de l'objectif opérationnel 5 de la Stratégie: financement et transfert de technologie. Il contient également une analyse de cinq indicateurs de résultats consolidés au plan mondial, assortie d'une analyse complémentaire plus détaillée aux plans sous-régional et régional.

Dans le document sont proposées un certain nombre de conclusions sur l'état d'avancement des activités liées à l'objectif opérationnel 5 (perspective axée sur les points de comparaison), ainsi que des recommandations aux fins d'examen par le Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention au sujet de la nécessité d'ajuster, de rationaliser et de renforcer les activités correspondantes en vue d'atteindre cet objectif (perspective axée sur les objectifs).

Les Parties et autres entités concernées ayant soumis leur premier rapport selon une démarche reposant sur les indicateurs, certaines considérations relatives à l'application des indicateurs et la communication d'informations sur ces indicateurs sont également présentées dans le document ICCD/CRIC(9)/10 qui enrichit le processus itératif.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction.....	1–3	3
II. Indicateur de résultats CONS-O-14 du résultat 5.1.....	4–31	3
A. Analyse au plan mondial	4–8	3
B. Pays parties touchés (analyse aux plans sous-régional et régional).....	9–25	5
C. Pays développés parties	26–29	11
D. Fonds pour l’environnement mondial.....	30	13
E. Mécanisme mondial.....	31	13
III. Indicateur de résultats CONS-O-15 du résultat 5.2.....	32–35	13
Analyse au plan mondial	33–35	14
IV. Indicateur de résultats CONS-O-16 du résultat 5.2.....	36–69	15
A. Analyse au plan mondial	36–44	15
B. Pays parties touchés (analyse aux plans sous-régional et régional).....	45–69	20
V. Indicateur de résultats CONS-O-17 du résultat 5.3.....	70–87	37
A. Analyse au plan mondial	70–72	37
B. Pays parties touchés (analyse aux plans sous-régional et régional).....	73–86	40
C. Fonds pour l’environnement mondial.....	87	48
VI. Indicateur de résultats CONS-O-18 du résultat 5.5.....	88–118	49
A. Analyse au plan mondial	88–94	49
B. Pays parties touchés (analyse aux plans sous-régional et régional).....	95–118	52
VII. Conclusions.....	119–125	63
VIII. Recommandations.....	126	64

I. Introduction

1. Le présent document comporte une synthèse et une première analyse des informations soumises par les Parties et les observateurs au sujet de l'objectif opérationnel 5 de la Stratégie: financement et transfert de technologie.

2. Pour chacun des indicateurs de résultats attachés à l'objectif opérationnel 5 (voir chap. II, III, IV, V et VI ci-après), une section consacrée à l'analyse au plan mondial décrit la situation par rapport à l'indicateur selon une perspective mondiale, en s'appuyant sur les informations communiquées par les Parties. Des informations plus détaillées sont présentées dans les sections suivantes consacrées à l'analyse aux plans sous-régional et régional pour les pays parties touchés ainsi que pour les pays développés parties¹, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et le Mécanisme mondial, selon que de besoin.

3. Les conclusions d'ensemble sur l'état d'avancement des activités liées à l'objectif opérationnel 5 (OO 5), qui figurent en fin de document, portent sur les questions importantes ayant trait aux informations de référence pour les indicateurs de résultats (perspective axée sur les points de comparaison). Des recommandations ont été formulées aux fins d'examen par le Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention («le Comité») au sujet de la nécessité d'ajuster, de rationaliser et de renforcer les activités en vue de la réalisation des objectifs de la Stratégie (perspective axée sur les objectifs). Selon le cadre axé sur les résultats, le Comité pourrait souhaiter énoncer à l'intention des Parties et des institutions relevant de la Convention des orientations concrètes permettant d'assurer le suivi des recommandations ciblées, dont la Conférence des Parties serait saisie pour examen.

II. Indicateur de résultats CONS-O-14 du résultat 5.1

Nombre de pays parties touchés, et d'entités sous-régionales et régionales touchées dont les cadres d'investissement, établis conformément à la Stratégie de financement intégrée (IFS) définie par le Mécanisme mondial, ou dans le cadre d'autres stratégies de financement intégrées, font état de la mobilisation de ressources nationales, bilatérales et multilatérales en faveur de la lutte contre la désertification et la dégradation des terres.

(Voir CONS-O-14 dans la décision 13/COP.9, annexe III.)

A. Analyse au plan mondial

1. Nombre de pays parties touchés ayant mis en place des cadres d'investissement intégrés

4. À la fin de la période à l'examen (2008-2009), 12 pays (soit 15 %) disposaient d'un cadre d'investissement intégré (CII); quatre de ces cadres avaient été mis en place avant la période considérée et huit au cours de cette même période. Neuf pays n'ont pas répondu à la question et un pays qui n'avait pas clairement spécifié s'il avait ou non mis en place un CII n'a pas été comptabilisé. L'Afrique est très nettement en tête: à la fin de la période à l'examen, elle comptait les deux tiers de tous les CII mis en place dans le monde. En revanche, un pays seulement en Asie comme en Amérique latine et aux Caraïbes disposait

¹ Y compris les organisations d'intégration économique régionale créées par les pays développés (telles que l'Union européenne dans le présent processus d'établissement de rapports et d'examen).

d'un CII à la fin de la période considérée, et la Méditerranée septentrionale n'en comptait aucun.

5. Les pays développés parties ont indiqué qu'ils avaient soutenu 23 CII en 2008 et 25 en 2009. Si l'Asie était de loin la région bénéficiant du plus grand appui, le processus n'avait abouti qu'à un seul CII pour le continent à l'issue de la période considérée. Il est intéressant de noter que le seul pays disposant d'un CII a signalé que sa mise en place s'était faite sans assistance extérieure. La région de l'Amérique latine et des Caraïbes n'a bénéficié d'aucun soutien par le passé et aucun pays développé n'a fait part de projets d'assistance à cette région pour les années à venir. Compte tenu du très petit nombre de CII mis en place en Amérique latine et dans les Caraïbes, cette région est celle qui risque d'avoir le plus de difficultés à atteindre l'objectif fixé.

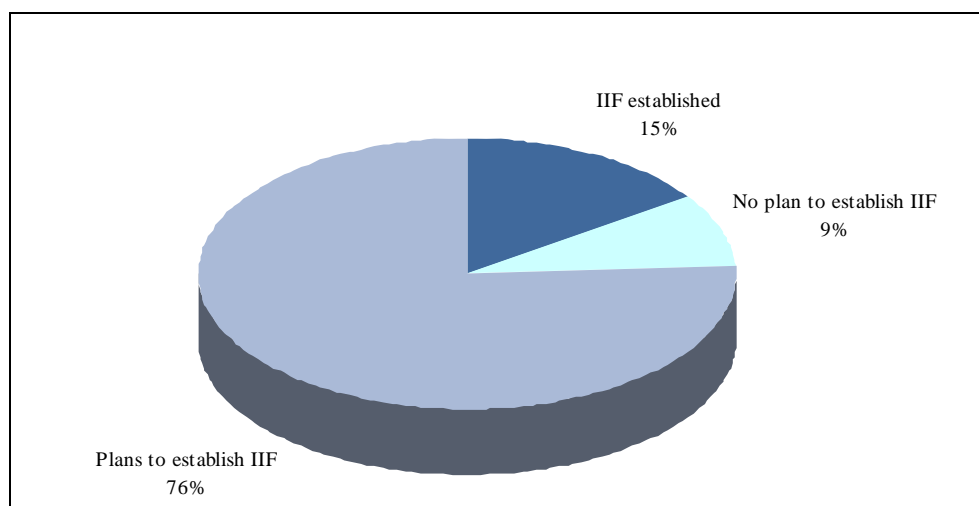
Tableau 1

Nombre de pays parties touchés ayant mis en place des cadres d'investissement intégrés (au plan mondial)

	<i>Africa</i>	<i>Asia</i>	<i>LAC</i>	<i>NMED</i>	<i>CEE</i>	<i>Global (total)</i>
IIF established before the reporting period	3	0	0	0	1	4
IIF established in the reporting period	5	1	1	0	1	8
Plans to establish IIF	21	19	13	3	4	60
No plan to establish IIF	0	4	3	0	0	7

Figure 1

Nombre de pays parties touchés ayant mis en place des cadres d'investissement intégrés (au plan mondial)



6. Sur les 12 pays disposant d'un CII à l'issue de la période à l'examen, 11 ont indiqué que leur cadre reposait sur leur Plan d'action national. Neuf d'entre eux ont indiqué que leur CII prévoit la mobilisation de ressources nationales, bilatérales et multilatérales en faveur de la lutte contre la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse (DDTS), et deux n'ont pas donné de réponse. Trois pays ont bénéficié d'une assistance de

la part du Mécanisme mondial, six de la part du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), sept de la part d'institutions multilatérales, quatre de la part d'institutions bilatérales et sept d'autres sources. L'appui fourni a été d'ordre technique dans sept cas, d'ordre financier dans six cas, et il a concerné le renforcement des capacités dans six cas.

2. Contribution nationale à la réalisation de l'objectif

D'ici à 2014, au moins 50 % des pays parties touchés et des entités sous-régionales et régionales touchées ont mis au point des cadres d'investissement intégrés.

(Voir décision 13/COP.9, annexe III, indicateur de résultats CONS-O-14, objectif.)

7. Sept pays ont déclaré avoir mis en place un CII en 2010, et 23 pays ont fait part de leur intention de le faire en 2010-2011. Sachant que 12 pays disposaient déjà d'un CII à l'issue de la période à l'examen (2008-2009), si les projets annoncés sont menés à bon terme, l'objectif général de 50 % de tous les pays touchés disposant d'un CII sera atteint au cours de l'exercice biennal 2010-2011.

8. Sept pays développés ont fait part de leur intention d'appuyer la mise en place de CII dans les pays parties touchés. Sauf pour un pays d'Europe centrale et orientale, ces plans d'assistance visent toutefois exclusivement l'Afrique et l'Asie.

Tableau 2

Nombre de pays parties touchés ayant mis en place un cadre d'investissement intégré – contribution nationale à la réalisation de l'objectif (au plan mondial)

<i>Region</i>	<i>Before the end of 2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2012-2013</i>	<i>2014-2015</i>	<i>No plan</i>
Africa	8	12	5	3	0
Asia	1	11	5	3	4
LAC	1	6	6	1	3
NMED	0	1	1	1	0
CEE	2	0	4	0	0
Global (total)	12	30	21	8	7

B. Pays parties touchés (analyse aux plans sous-régional et régional)

1. Nombre de pays parties touchés ayant mis en place des cadres d'investissement intégrés

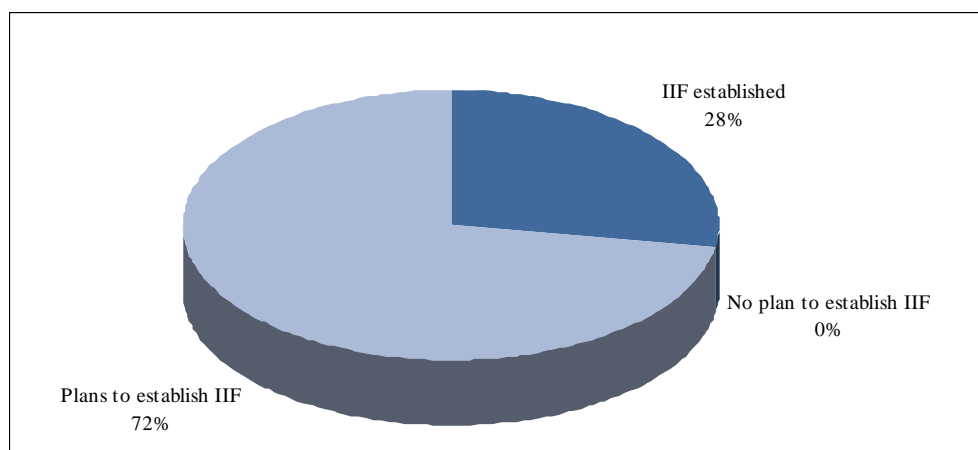
a) Afrique

9. En Afrique, huit pays (27 %) ont mis au point un CII, cinq au cours de la période à l'examen et trois auparavant. Un pays n'a pas été pris en compte, sachant qu'il avait déclaré disposer d'un CII mais n'avait pas indiqué la date de sa mise en place. Trois pays ont déclaré avoir mis en place un CII en 2010, donc après la période considérée (2008-2009), si bien que leur contribution ne sera prise en compte que dans le cadre de l'exercice biennal suivant (2010-2011).

Tableau 3
Nombre de pays parties touchés ayant mis en place des cadres d'investissement intégrés (Afrique)

	<i>Central Africa</i>	<i>Eastern Africa</i>	<i>Northern Africa</i>	<i>Southern Africa</i>	<i>Western Africa</i>	<i>Africa (total)</i>
IIF established before the reporting period	0	0	2	1	0	3
IIF established in the reporting period	1	2	0	0	2	5
Plans to establish IIF	6	2	1	5	7	21
No plan to establish IIF	0	0	0	0	0	0

Figure 2
Nombre de pays parties touchés ayant mis en place des cadres d'investissement intégrés (Afrique)



10. Tous les pays disposant d'un CII ont indiqué qu'ils l'avaient articulé autour de leur Plan d'action national. Six pays ont indiqué que leur CII leur permet de mobiliser des ressources en faveur de la lutte contre la DDTs. Deux pays ont bénéficié de l'assistance du Mécanisme mondial, cinq de celle du FEM et cinq autres de celle d'institutions multilatérales. Quatre pays ont bénéficié de l'assistance bilatérale et quatre autres ont été aidés par d'autres sources. Six pays ont bénéficié d'une assistance technique, six autres d'une aide financière et quatre d'une assistance en matière de renforcement des capacités. Des deux pays ayant indiqué avoir bénéficié de l'assistance du Mécanisme mondial, l'un a déclaré qu'elle reposait sur la Stratégie de financement intégrée (SFI) du Mécanisme mondial, et l'autre a indiqué que ce n'était pas le cas.

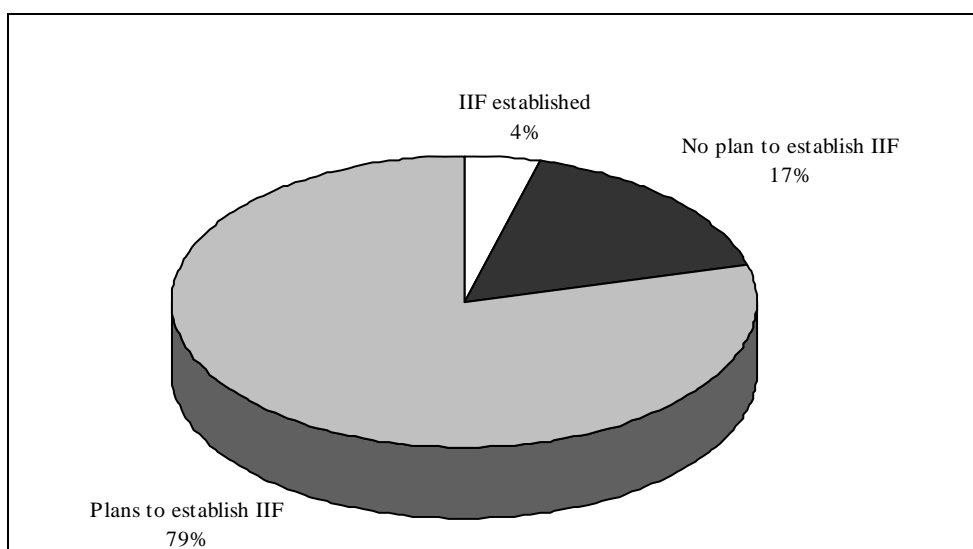
b) *Asie*

11. Vingt-cinq des 28 pays d'Asie ayant soumis leur rapport ont répondu à la question portant sur l'existence d'un CII. Un seul de ces 25 pays (les Émirats arabes unis) a déclaré qu'il avait mis au point un CII au cours de la période à l'examen (2008-2009). Trois pays ont indiqué qu'ils l'avaient fait en 2010, et leur contribution sera prise en compte dans le cadre de la période de notification suivante.

Tableau 4
Nombre de pays parties touchés ayant mis en place des cadres d'investissement intégrés (Asie)

	<i>Central Asia</i>	<i>East Asia</i>	<i>Pacific</i>	<i>South Asia</i>	<i>South East Asia</i>	<i>West Asia</i>	<i>Asia (total)</i>
IIF established	0	0	0	0	0	1	1
Plans to establish IIF	3	2	3	3	4	4	19
No plans to establish IIF	1	0	0	1	1	1	4

Figure 3
Nombre de pays parties touchés ayant mis en place des cadres d'investissement intégrés (Asie)



12. Les Émirats arabes unis ont indiqué que leur CII repose sur leur Plan d'action national et qu'il leur permet de mobiliser des ressources en faveur de la lutte contre la DDTs. Ce Cadre a été mis au point avec une assistance locale, d'ordre technique.

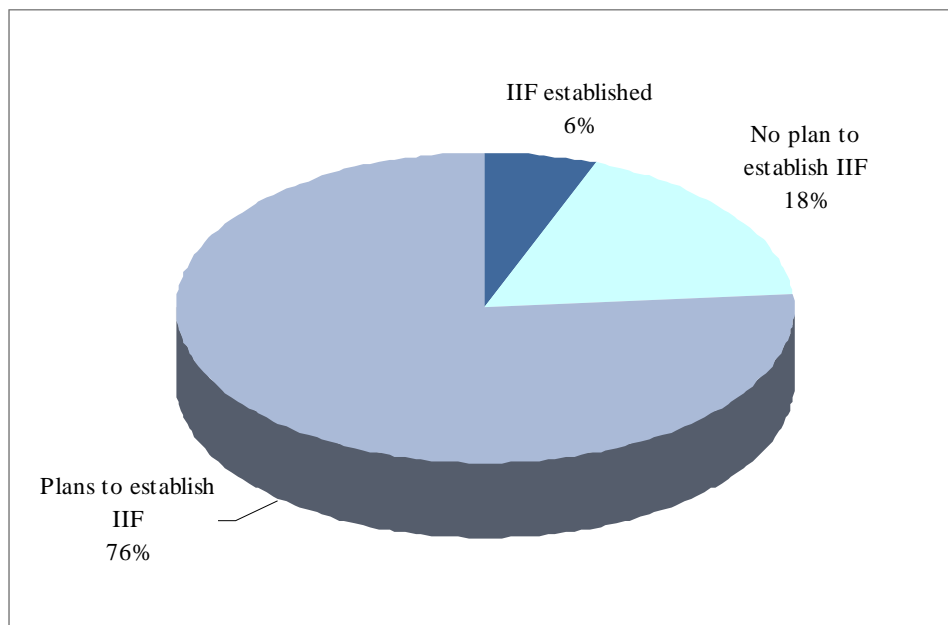
c) *Amérique latine et Caraïbes*

13. Selon les informations communiquées, un pays (Cuba) a mis en place son CII au cours de la période à l'examen (2008-2009). Un autre (l'Équateur) en a mis un en place en 2010, qui sera pris en compte lors de la période de notification suivante.

Tableau 5
Nombre de pays parties touchés ayant mis en place des cadres d'investissement intégrés (Amérique latine et Caraïbes)

	<i>Andean</i>	<i>Caribbean</i>	<i>Mesoamerica</i>	<i>South Cone</i>	<i>LAC (total)</i>
IIF established	0	1	0	0	1
Plans to establish IIF	2	4	4	3	13
No plans to establish IIF	1	2	0	0	3

Figure 4
Nombre de pays parties touchés ayant mis en place des cadres d'investissement intégrés (Amérique latine et Caraïbes)



14. Cuba a indiqué qu'elle bénéficiait d'une assistance de la part du Mécanisme mondial, du FEM, d'organisations multilatérales ainsi que de son propre Gouvernement. S'agissant de l'appui technique et financier, et de l'aide au renforcement des capacités, elle a précisé que le CII n'a pas été mis au point en fonction de la SFI; il repose sur le Plan d'action national et lui permet de mobiliser des ressources pour lutter contre la DDTs.

d) Méditerranée septentrionale

15. Quatre des cinq pays ayant soumis leur rapport ont répondu à la question. Au moment de l'établissement de leur rapport, aucun de ces pays n'avait mis au point de CII.

e) Europe centrale et orientale

16. Deux pays d'Europe centrale et orientale (soit 22 % des pays de la région) ont mis en place un CII. L'un d'eux l'a fait au cours de la période à l'examen, l'autre l'avait fait bien avant (en 2002).

Tableau 6
Nombre de pays parties touchés ayant mis en place des cadres d'investissement intégrés (Europe centrale et orientale)

	<i>CEE (total)</i>
IIF established before the reporting period	1
IIF established in the reporting period	1
Plans to establish IIF	4
No plans to establish IIF	0

17. Le CII de la Roumanie fait partie de son Plan d'action national et lui permet de mobiliser des ressources nationales, bilatérales et multilatérales pour lutter contre la DDTs. La Roumanie n'a bénéficié d'aucun soutien extérieur. L'Ukraine a indiqué que son CII ne s'inscrit pas dans son Plan d'action national.

2. Contribution nationale à la réalisation de l'objectif

D'ici à 2014, au moins 50 % des pays parties touchés et des entités sous-régionales et régionales touchées ont mis au point des cadres d'investissement intégrés.

(Voir décision 13/COP.9, annexe III, indicateur de résultats CONS-O-14, objectif.)

a) Afrique

18. Sur les 21 pays ne disposant pas d'un CII au cours de la période à l'examen, trois en ont mis un en place en 2010, neuf ont déclaré leur intention de le faire en 2010-2011, cinq ont indiqué qu'ils le feraient en 2012-2013, et trois en 2014-2015. Un pays a fait part de son intention de mettre en place un CII mais sans préciser de date.

19. Il s'ensuit que, si tous les plans sont menés à bon terme, l'Afrique franchira le seuil de 50 % d'ici à la fin de l'exercice biennal 2010-2011.

Tableau 7

Nombre de pays parties touchés ayant mis en place un cadre d'investissement intégré - contribution nationale à la réalisation de l'objectif (Afrique)

<i>Subregion</i>	<i>Before the end of 2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2012-2013</i>	<i>2014-2015</i>	<i>No plan</i>
Central Africa	1	5	1	0	0
Eastern Africa	2	0	1	0	0
Northern Africa	2	1	0	0	0
Southern Africa	1	3	0	2	0
Western Africa	2	3	3	1	0
Africa (total)	8	12	5	3	0

b) Asie

20. Sur les 27 pays ne disposant pas de CII en 2008-2009, trois en ont mis un en place en 2010, 13 autres prévoient de le faire en 2012-2013, et trois prévoient d'en avoir un en 2014-2015, quatre pays n'ayant aucune intention de cet ordre. Quatre pays n'ont pas répondu à la question.

21. Le seuil de 50 % pour cet indicateur devrait donc être franchi en Asie d'ici à 2013.

Tableau 8

Nombre de pays parties touchés ayant mis en place un cadre d'investissement intégré - contribution nationale à la réalisation de l'objectif (Asie)

<i>Subregion</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2012-2013</i>	<i>2014-2015</i>	<i>No plan</i>
Central Asia	0	3	0	0	1
East Asia	0	2	0	0	0
Pacific	0	2	1	0	0
South Asia	0	2	0	1	1

<i>Subregion</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2012-2013</i>	<i>2014-2015</i>	<i>No plan</i>
South East Asia	0	2	1	1	1
West Asia	1	0	3	1	1
Asia (total)	1	11	5	3	4

c) *Amérique latine et Caraïbes*

22. Les rapports soumis par les pays de la région révèlent que 6 % des pays ont mis au point un CII en 2008-2009, 76 % prévoient de le faire au cours des années à venir et 18 % n'ont pas de CII, ou n'ont pas le projet de s'en doter.

23. Actuellement, la région compte atteindre le seuil fixé d'ici à 2013. À l'échelle sous-régionale, l'Amérique centrale prévoit d'atteindre l'objectif d'ici à 2011, tandis que la sous-région des Caraïbes et le cône Sud comptent y parvenir en 2013. La sous-région andine prévoit quant à elle d'atteindre l'objectif en 2014-2015.

Tableau 9

Nombre de pays parties touchés ayant mis en place un cadre d'investissement intégré – contribution nationale à la réalisation de l'objectif (Amérique latine et Caraïbes)

<i>Subregion</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2012-2013</i>	<i>2014-2015</i>	<i>No plan</i>
Andean	0	1	0	1	1
Caribbean	1	2	2	0	2
South Cone	0	1	2	0	0
Mesoamerica	0	2	2	0	0
LAC (total)	1	6	6	1	3

d) *Méditerranée septentrionale*

24. Trois pays ont répondu à la question. Deux d'entre eux devraient se doter d'un CII d'ici à 2014 et le troisième au cours de l'exercice biennal 2014-2015, ce qui signifie que les pays de la Méditerranée septentrionale pourraient atteindre le seuil fixé en 2014.

Tableau 10

Nombre de pays parties touchés ayant mis en place un cadre d'investissement intégré – contribution nationale à la réalisation de l'objectif (Méditerranée septentrionale)

<i>Region</i>	<i>2008-2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2012-2013</i>	<i>2014-2015</i>	<i>No plan</i>
NMED (total)	0	1	1	1	0

e) *Europe centrale et orientale*

25. Actuellement, 22 % des pays ayant soumis un rapport disposent d'un CII. Le seuil de 50 % sera atteint, selon les informations recueillies, à la fin de l'année 2013. Toutefois, trois pays n'ont pas répondu à la question.

Tableau 11

Nombre de pays parties touchés ayant mis en place un cadre d'investissement intégré – contribution nationale à la réalisation de l'objectif (Europe centrale et orientale)

<i>Region</i>	<i>Before the end of 2009</i>	<i>2010-2011</i>	<i>2012-2013</i>	<i>2014-2015</i>	<i>No plan</i>
CEE (total)	2	0	4	0	0

C. Pays développés parties

1. Nombre de cadres d'investissement intégrés dont la mise en place a été appuyée par des pays développés parties

26. Huit des 12 pays développés parties ont répondu à cette question. Deux ont indiqué qu'ils n'avaient fourni aucune assistance à la mise en place de CII dans les pays parties touchés. Les données révèlent que les CII mis en place dans le cadre de stratégies de financement intégrées autres que celle du Mécanisme mondial sont légèrement moins soutenus que ceux mis en place par le Mécanisme mondial.

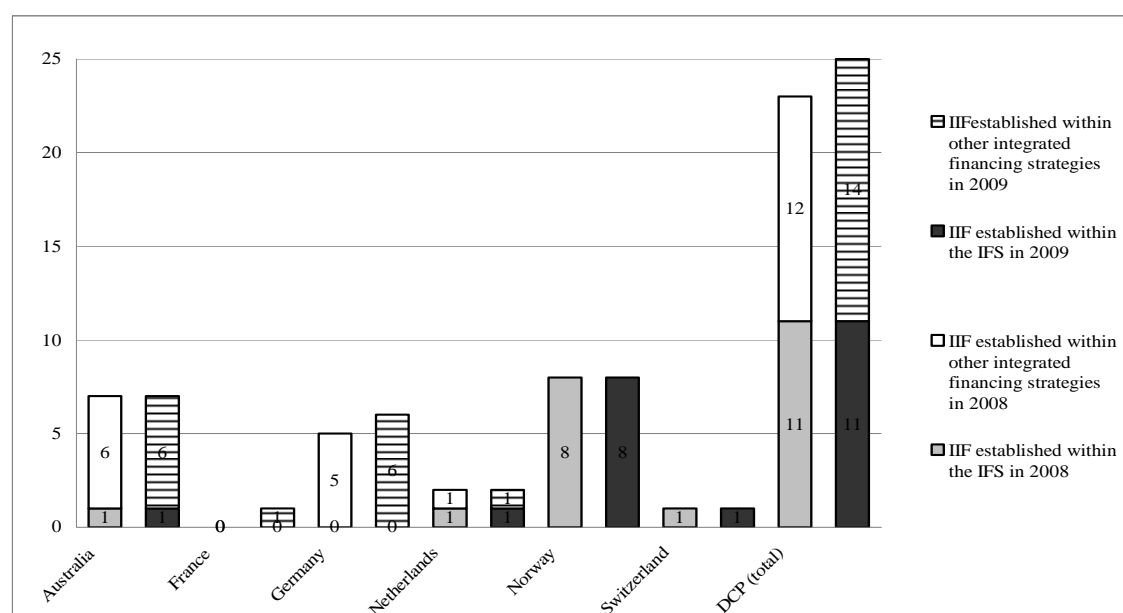
Tableau 12

Nombre de cadres d'investissement intégrés dont la mise en place a été appuyée par des pays développés parties (pays développés parties)

Country	<i>IIF established within the IFS in 2008</i>	<i>IIF established within the IFS in 2009</i>	<i>IIF established within other integrated financing strategies in 2008</i>	<i>IIF established within other integrated financing strategies in 2009</i>
Australia	1	1	6	6
Canada	0	0	0	0
Czech Republic	0	0	0	0
France	0	0	0	1
Germany	0	0	5	6
Netherlands	1	1	1	1
Norway	8	8	no answer	no answer
Switzerland	1	1	no answer	no answer
Developed country Parties (total)	11	11	12	14

Figure 5

Nombre de cadres d'investissement intégrés dont la mise en place a été appuyée par des pays développés parties (pays développés parties)



27. La répartition géographique de l'assistance fournie avant 2008 et au cours de la période à l'examen est présentée au tableau 15. Le niveau de l'assistance fournie a augmentée au cours de la période considérée, tant du point de vue des pays fournisseurs de cette assistance qu'en termes de nombre de pays bénéficiaires. Tous les pays touchés et toutes les sous-régions et régions touchées ont bénéficié de l'assistance d'un pays développé partie, avant 2008 ainsi qu'en 2008-2009, à l'exception d'une région, l'Asie, qui a bénéficié de l'appui de deux pays développés en 2008-2009. Il convient de noter que l'assistance est concentrée exclusivement sur deux régions: l'Afrique et l'Asie. Tous les pays d'Asie centrale ont bénéficié d'une assistance, avant 2008 et en 2008-2009. Les réponses concernant les projets d'assistance à l'avenir indiquent que les pays développés fournissent une assistance à long terme; nombre des pays qui étaient recensés comme bénéficiaires de l'assistance avant 2008 et en 2008-2009 continueront de bénéficier d'une assistance au-delà de 2010.

Tableau 13

Répartition géographique de l'assistance fournie par les pays développés parties pour la mise en place des cadres d'investissement intégrés des pays parties touchés

<i>Entity</i>	<i>Number of entities supported before 2008</i>	<i>Number of entities supported in 2008-2009</i>
Africa	4 countries	2 countries and region
Central Africa	0	0
Eastern Africa	0	0
Northern Africa	1	1
Southern Africa	0	0
Western Africa	3	1
Asia	9 countries, 1 subregion and region	18 countries, 1 subregion and region
Central Asia	5	5
East Asia	2 countries and subregion	2 and subregion
Pacific	0	1
South Asia	0	6
South East Asia	2	4
West Asia	0	0
Latin America and the Caribbean	0	0
Andean	0	0
Caribbean	0	0
Mesoamerica	0	0
South Cone	0	0
Northern Mediterranean	0	0
Central and Eastern Europe	0	0
Total	13 countries, 1 subregion and 1 region	20 countries, 1 subregion and 2 regions

28. Quatre pays ont indiqué qu'ils fournissaient une assistance dans le cadre d'une initiative se rapportant à la Convention, et deux ont déclaré agir dans le cadre d'une initiative se rapportant à la Convention et dans un autre cadre. Dans trois cas, l'assistance a été d'ordre à la fois financier et technique, dans deux cas d'ordre essentiellement technique et dans un cas d'ordre essentiellement financier.

2. Contribution nationale à la réalisation de l'objectif

D'ici à 2014, au moins 50 % des pays parties touchés et des entités sous-régionales et régionales touchées ont mis au point des cadres d'investissement intégrés.

(Voir décision 13/COP.9, annexe III, indicateur de résultats CONS-O-14, objectif.)

29. Des pays développés parties qui ont répondu à la question concernant leurs projets de continuer d'aider à la mise en place de CII, deux ont répondu par la négative. En 2010-2011, il est prévu d'appuyer l'Afrique centrale en tant que sous-région, un pays d'Afrique centrale, plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, des pays d'Asie centrale et un pays d'Europe centrale et orientale. En 2012-2013, il est prévu d'appuyer un pays d'Asie de l'Est, un pays du Pacifique, des pays d'Asie du Sud et des pays d'Asie du Sud-Est.

D. Fonds pour l'environnement mondial

30. Le FEM n'a pas renseigné cet indicateur de résultats. À l'issue d'un échange entre son propre secrétariat et le secrétariat de la Convention, le FEM a annoncé qu'en raison de problèmes liés à la collecte et à la disponibilité des données internes, il ne serait pas en mesure de fournir des informations sur tous les indicateurs de résultats. Les éléments dont le FEM a fait part en retour au sujet des contraintes en matière de disponibilité des données seront inclus dans le processus itératif afin que le Fonds puisse fournir les informations pertinentes au Comité au cours des cycles d'établissement de rapports ultérieurs.

E. Mécanisme mondial

31. Le Mécanisme mondial a appuyé un cadre d'investissement intégré faisant partie de la SFI en 2008, et trois en 2009. Cette même année, il a en outre appuyé d'autres cadres d'investissement – un à l'échelon sous-régional et trois au niveau national – qui ne s'inscrivaient pas dans la SFI du Mécanisme mondial. Les pays/sous-régions/initiatives énumérés ci-après ont été recensés comme bénéficiaires de l'appui du Mécanisme mondial: Amérique centrale, Argentine, Éthiopie, Ghana, Guatemala, Jordanie, Liban, Ouganda et TerrAfrica. Hors de la période à l'examen, plus précisément avant 2008, le Mécanisme mondial a également soutenu la sous-région de l'Asie centrale dans son action visant à mettre en place un CII. Bien que le Mécanisme mondial ait fait part de son intention de prolonger l'appui fourni durant l'exercice biennal à venir, il n'a pas précisé quels en seraient les bénéficiaires.

III. Indicateur de résultats CONS-O-15 du résultat 5.2

Montant des ressources financières mises à disposition par les pays développés parties pour la lutte contre la DDTs.

(Voir CONS-O-15 dans la décision 13/COP.9, annexe III.)

32. Seuls les pays développés parties ont été priés de renseigner cet indicateur de résultats. L'analyse à l'échelle mondiale pour cet indicateur se limite donc à l'analyse des réponses de ces pays. Aucun objectif n'est associé à cet indicateur.

Analyse au plan mondial

Montants mis à disposition des pays parties touchés dans le cadre de programmes et projets de lutte contre la DDTS

33. Deux pays n'ont pas répondu à la question, deux autres n'ont communiqué que les montants engagés mais non les montants déboursés, et deux pays n'ont pas renseigné sur le montant engagé mais ont communiqué le montant déboursé. Le montant total des deux catégories doit donc être interprété avec prudence, tout spécialement lorsqu'il s'agit de comparer les totaux entre eux. Les cinq pays restants ont communiqué toutes les informations demandées.

34. Bien que les données soient incomplètes, il ressort qu'une quantité importante de ressources financières ont été mises à disposition des pays parties touchés par leurs partenaires bilatéraux (plus de 1,3 milliard de dollars des États-Unis), soit près de huit fois celui déboursé par le FEM (176 millions de dollars).

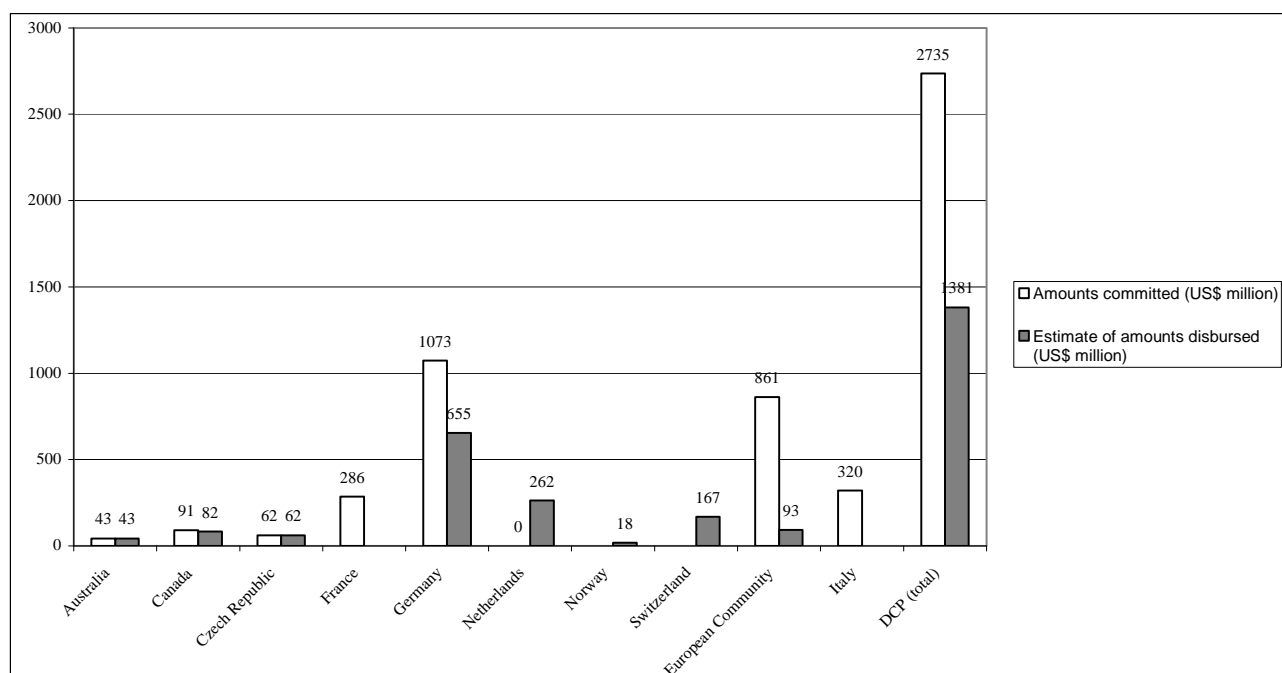
35. Il convient également de noter que pour deux pays développés parties, le montant déboursé a été bien inférieur à celui qui avait été engagé. Dans le cas de l'Union européenne, à peine plus du dixième du montant engagé a été déboursé.

Tableau 14

Montants mis à disposition des pays parties touchés dans le cadre de programmes et projets de lutte contre la DDTS

<i>Country</i>	<i>Amounts committed (million USD)</i>	<i>Estimate of amounts disbursed (million USD)</i>	<i>Amount disbursed as percentage of amount committed</i>
Australia	43.07	43.07	100
Canada	90.62	81.73	90
Czech Republic	61.60	61.55	100
France	285.67	no answer	no answer
Germany	1 073.35	654.65	61
Netherlands	0	261.99	no answer
Norway	no answer	17.78	no answer
Switzerland	no answer	167.46	no answer
European Union	861.25	92.65	11
Italy	319.70	no answer	no answer
Developed country Parties (total)	2 735.27	1 380.87	

Figure 6
Montants mis à disposition des pays parties touchés dans le cadre de programmes et projets de lutte contre la DDTS



IV. Indicateur de résultats CONS-O-16 du résultat 5.2

Degré d'adéquation, de ponctualité et de prévisibilité des ressources financières mises à disposition par les pays développés parties en matière de lutte contre la DDTS.

(Voir CONS-O-15 dans la décision 13/COP.9, annexe III.)

A. Analyse au plan mondial

1. Évaluation de l'aide bilatérale reçue

36. Globalement, le niveau de satisfaction des pays parties touchés quant à l'aide bilatérale dont ils ont bénéficié est plutôt approprié. Dans l'ensemble, les pays parties touchés sont les plus satisfaits de la ponctualité, ils le sont moins de l'adéquation et sont les moins satisfaits de la prévisibilité, qui se trouve aussi être la caractéristique pour laquelle il y a le moins de pays pleinement satisfaits.

37. Le degré de satisfaction varie considérablement d'une région à l'autre. L'Europe centrale et orientale est la région présentant le degré de satisfaction le plus élevé dans les trois catégories.

38. Il importe également de souligner que nombre de pays (près du quart de l'ensemble des pays ayant soumis un rapport) n'ont pas répondu à ces questions.

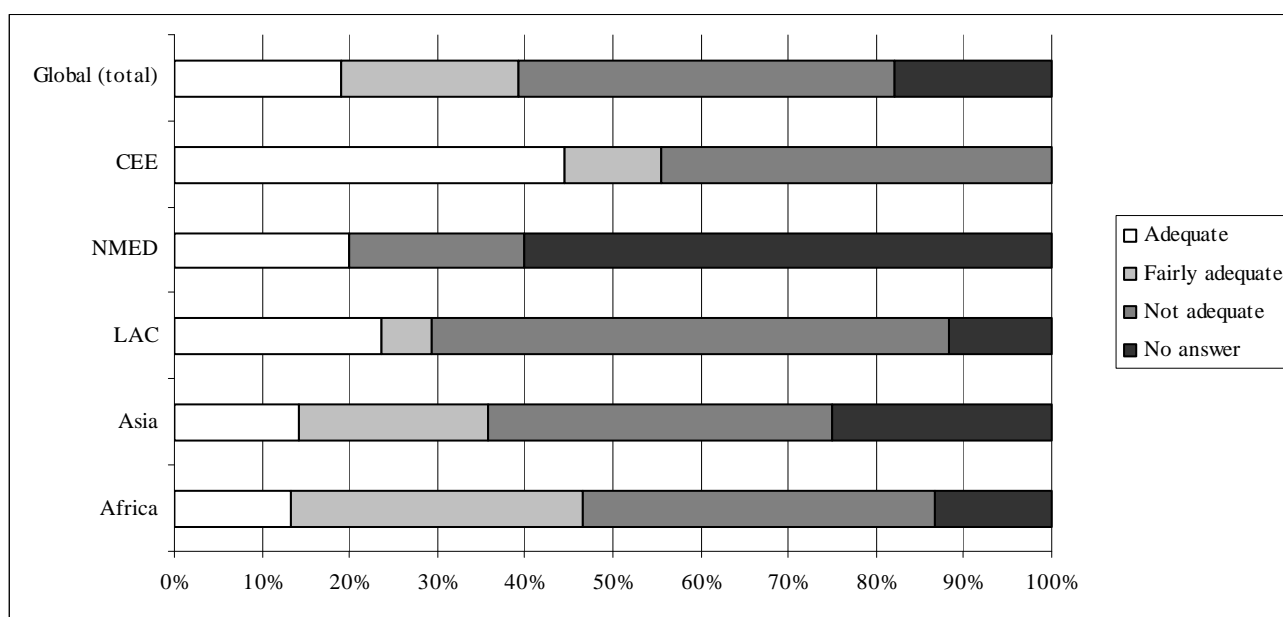
39. Si l'on exclut la région de la Méditerranée septentrionale, où deux pays seulement ont répondu à la question, le niveau le plus faible de satisfaction à l'égard de l'adéquation de l'assistance bilatérale est enregistré en Amérique latine et aux Caraïbes, et le plus élevé

en Europe centrale et orientale. Le niveau le plus faible de satisfaction générale est enregistré en Afrique.

Tableau 15
Évaluation de l'adéquation de l'aide bilatérale reçue (au plan mondial)

	<i>Africa</i>	<i>Asia</i>	<i>LAC</i>	<i>NMED</i>	<i>CEE</i>	<i>Global (total)</i>
Adequate	4	4	4	1	4	17
Fairly adequate	10	6	1	0	1	18
Not adequate	12	11	10	1	4	38
No answer	4	7	2	3	0	16

Figure 7
Évaluation de l'adéquation de l'aide bilatérale reçue (au plan mondial)

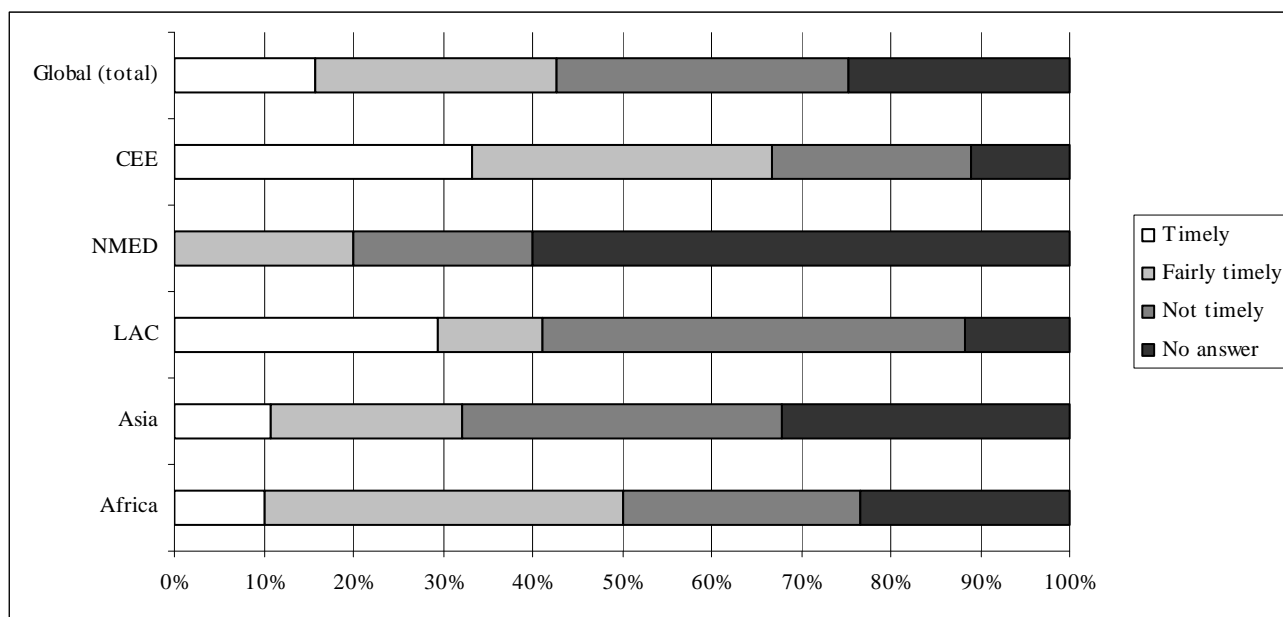


40. Le niveau le plus faible de satisfaction quant à la ponctualité est enregistré en Asie (Méditerranée septentrionale exclue), et le plus élevé en Europe centrale et orientale.

Tableau 16
Évaluation de la ponctualité de l'aide bilatérale reçue (au plan mondial)

	<i>Africa</i>	<i>Asia</i>	<i>LAC</i>	<i>NMED</i>	<i>CEE</i>	<i>Global (total)</i>
Timely	3	3	5	0	3	14
Fairly timely	12	6	2	1	3	24
Not timely	8	10	8	1	2	29
No answer	7	9	2	3	1	22

Figure 8
Évaluation de la ponctualité de l'aide bilatérale reçue (au plan mondial)

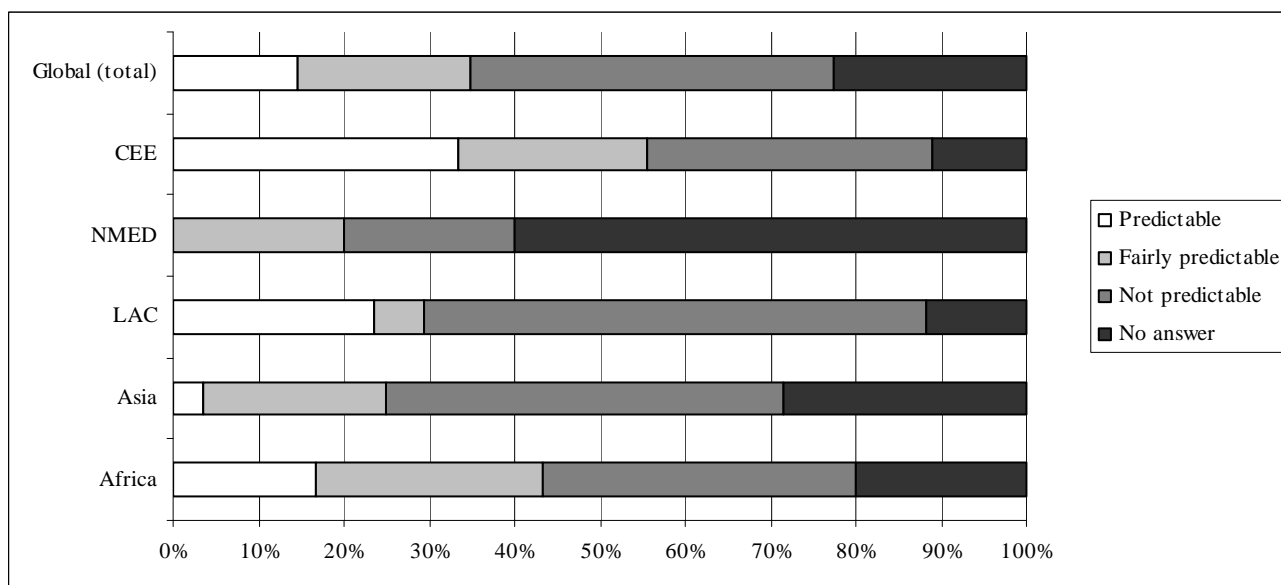


41. Le niveau le plus faible de satisfaction quant à la prévisibilité est enregistré en Asie (Méditerranée septentrionale exclue), et le plus élevé en Europe centrale et orientale.

Tableau 17
Évaluation de la prévisibilité de l'aide bilatérale reçue (au plan mondial)

	<i>Africa</i>	<i>Asia</i>	<i>LAC</i>	<i>NMED</i>	<i>CEE</i>	<i>Global (total)</i>
Predictable	5	1	4	0	3	13
Fairly predictable	8	6	1	1	2	18
Not predictable	11	13	10	1	3	38
No answer	6	8	2	3	1	20

Figure 9
Évaluation de la prévisibilité de l'aide bilatérale reçue (au plan mondial)



2. Évaluation qualitative

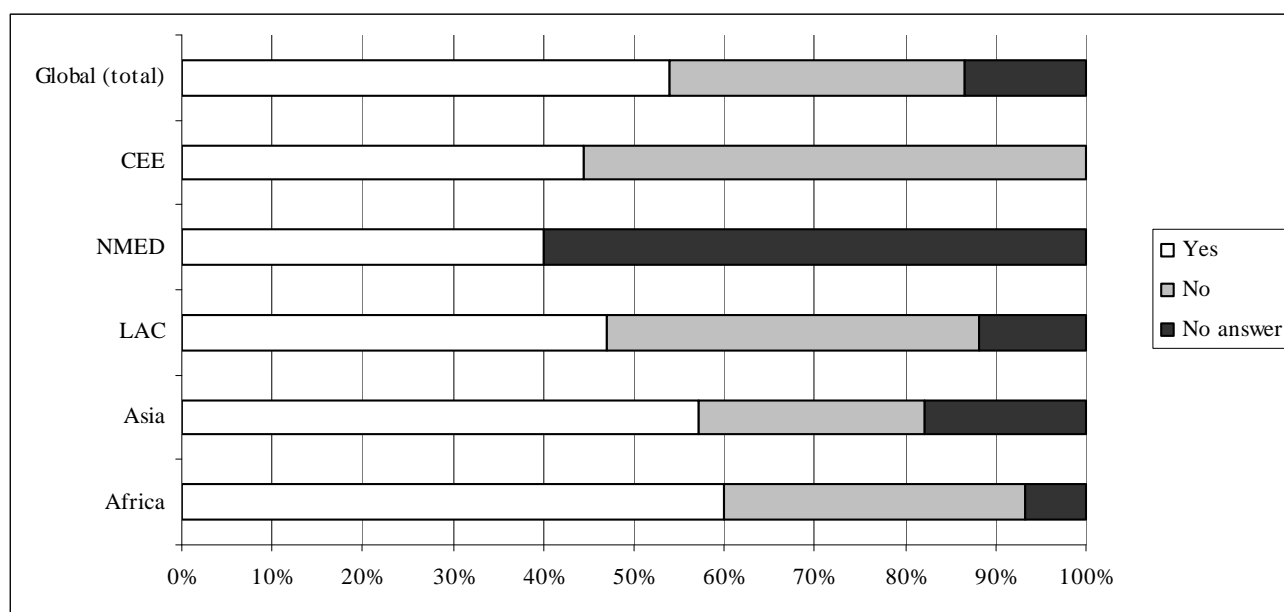
42. Un peu plus de la moitié de l'ensemble des pays ayant soumis un rapport ont bénéficié d'une assistance pour la mobilisation des ressources auprès de donateurs bilatéraux. L'Afrique est la région qui en a bénéficié le plus et (la Méditerranée septentrionale étant exclue) l'Europe centrale et orientale celle qui en a bénéficié le moins. Cette dernière a toutefois été la région où le degré de satisfaction quant à l'assistance bilatérale a été le plus élevé.

Tableau 18

Assistance à la mobilisation de ressources auprès de donateurs bilatéraux (au plan mondial)

	<i>Africa</i>	<i>Asia</i>	<i>LAC</i>	<i>NMED</i>	<i>CEE</i>	<i>Global (total)</i>
Yes	18	16	8	2	4	48
No	10	7	7	0	5	29
No answer	2	5	2	3	0	12

Figure 10
**Assistance à la mobilisation de ressources auprès de donateurs bilatéraux
 (au plan mondial)**



43. Sur les 48 pays ayant bénéficié d'une assistance, plus des deux tiers (68 %) ont été aidés par le FEM et par des institutions multilatérales (67 %). Environ 40 % d'entre eux ont bénéficié d'un appui fourni par des partenaires bilatéraux et par le Mécanisme mondial, et 30 % par le secrétariat de la Convention. Si les partenaires bilatéraux, le FEM, les institutions multilatérales et le secrétariat de la Convention ont appuyé essentiellement l'Afrique et l'Asie, le Mécanisme mondial a pour sa part aidé surtout l'Afrique et l'Amérique latine et les Caraïbes.

Tableau 19
**Assistance à la mobilisation de ressources auprès de donateurs bilatéraux,
 par institution (au plan mondial)**

Region	Bilateral	GEF	GM	Multilateral	secretariat	Other
Africa	8	14	9	12	9	2
Asia	7	11	4	13	4	3
LAC	4	4	6	5	0	2
NMED	1	1	0	1	0	1
CEE	1	3	0	1	1	1
Global (total)	21	33	19	32	14	9

44. Sur l'ensemble des pays ayant soumis un rapport, 40 % ont déclaré rencontrer des difficultés en termes de planification et de mise en œuvre dans le cadre de la Convention, liées au degré d'adéquation, de ponctualité et de prévisibilité de l'aide. La région de l'Amérique latine et des Caraïbes rencontre les plus grandes difficultés, tandis qu'aucune entrave n'est signalée par la Méditerranée septentrionale. Globalement, les données recueillies concordent avec celles indiquées plus haut se rapportant au niveau de ponctualité, de prévisibilité et d'adéquation. Il importe toutefois de souligner qu'un nombre exceptionnellement élevé de pays (le tiers) n'ont pas répondu à cette question.

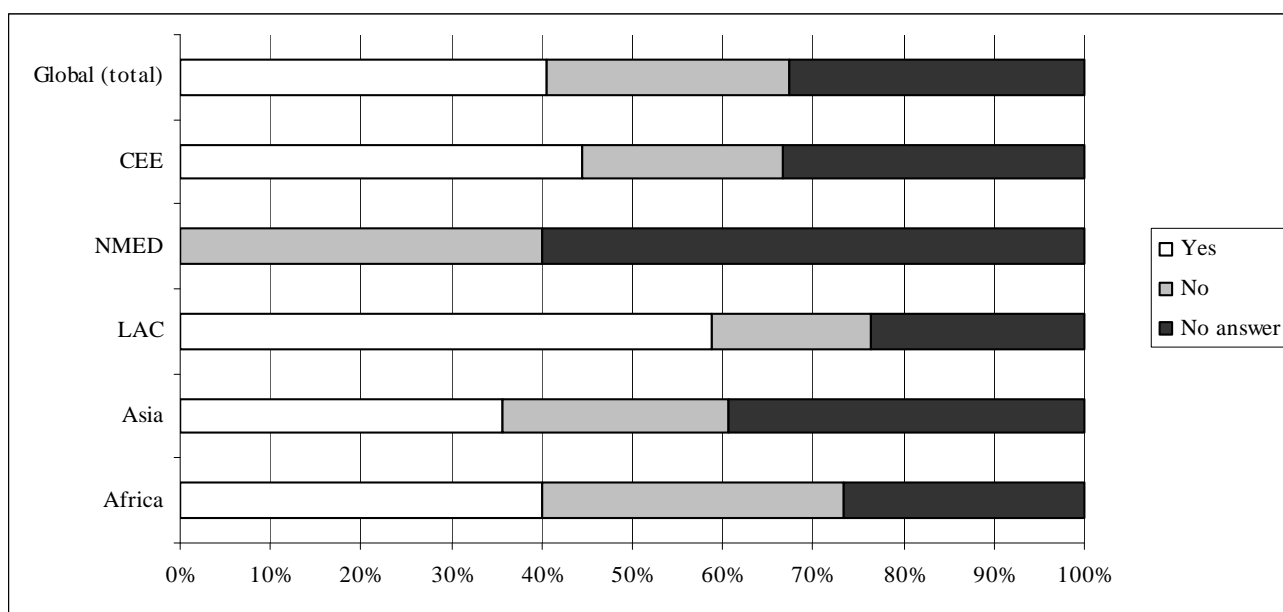
Tableau 20

Entraves à la planification et à la mise en œuvre dans le cadre de la Convention, liées au degré d'adéquation, de ponctualité et de prévisibilité de l'assistance bilatérale (au plan mondial)

<i>Region</i>	<i>Yes</i>	<i>No</i>	<i>No answer</i>
Africa	12	10	8
Asia	10	7	11
LAC	10	3	4
NMED	0	2	3
CEE	4	2	3
Global (total)	36	24	29

Figure 11

Entraves à la planification et à la mise en œuvre dans le cadre de la Convention, liées au degré d'adéquation, de ponctualité et de prévisibilité de l'assistance bilatérale (au plan mondial)



B. Pays parties touchés (analyse aux plans sous-régional et régional)

1. Évaluation de l'assistance bilatérale reçue

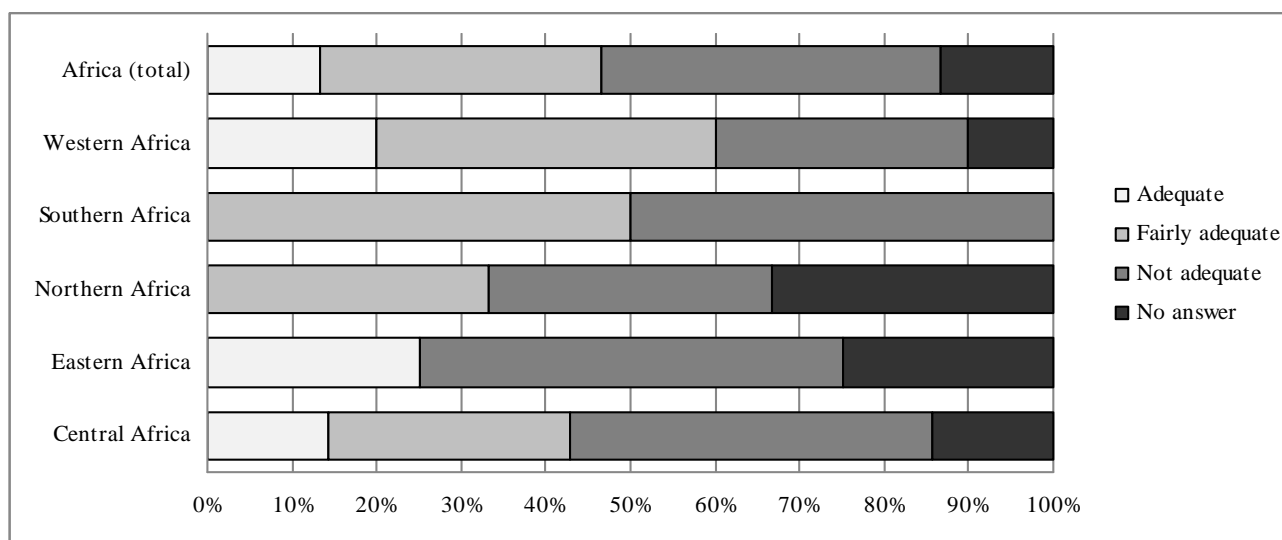
a) Afrique

45. Le degré de satisfaction quant à l'adéquation, à la ponctualité et à la prévisibilité de l'assistance bilatérale reçue est sensiblement le même pour tous les pays du continent africain. Environ 10 % des pays ayant soumis un rapport sont pleinement satisfaits, la moitié sont soit pleinement satisfaits soit plutôt satisfaits, et le tiers environ ne sont pas satisfaits. Un nombre relativement important de pays n'ont pas communiqué leur degré de satisfaction.

Tableau 21
Évaluation de l'adéquation de l'assistance bilatérale reçue (Afrique)

	<i>Central Africa</i>	<i>Eastern Africa</i>	<i>Northern Africa</i>	<i>Southern Africa</i>	<i>Western Africa</i>	<i>Africa (total)</i>
Adequate	1	1	0	0	2	4
Fairly adequate	2	0	1	3	4	10
Not adequate	3	2	1	3	3	12
No answer	1	1	1	0	1	4

Figure 12
Évaluation de l'adéquation de l'assistance bilatérale reçue (Afrique)

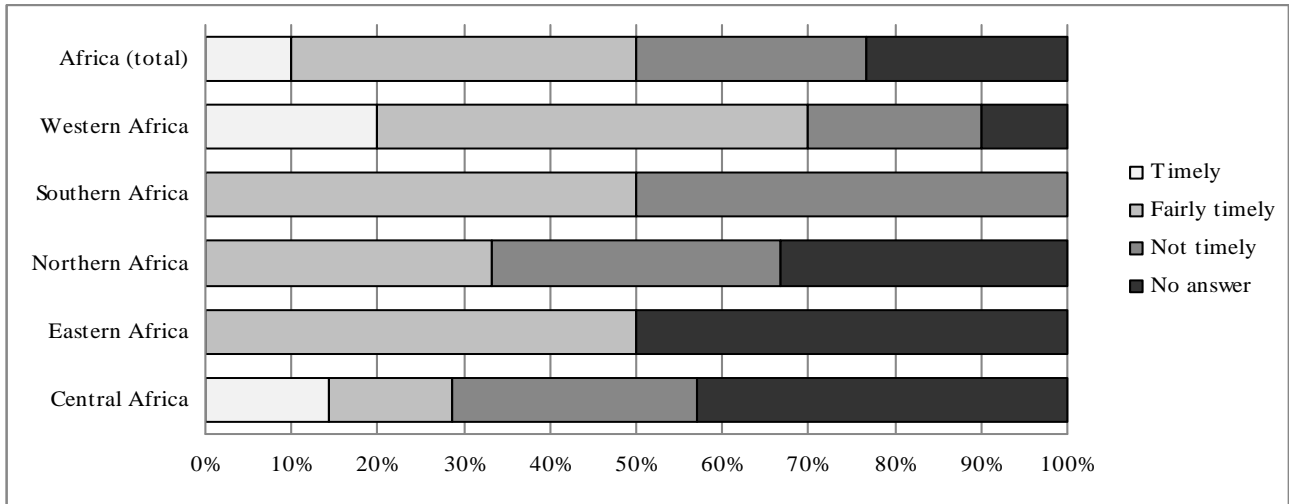


46. La moitié des pays ayant soumis un rapport considèrent que l'assistance bilatérale est fournie en temps voulu ou plutôt en temps voulu. Les pays d'Afrique centrale sont les moins satisfaits et les pays d'Afrique de l'Ouest les plus satisfaits à cet égard.

Tableau 22
Évaluation de la ponctualité de l'assistance bilatérale reçue (Afrique)

	<i>Central Africa</i>	<i>Eastern Africa</i>	<i>Northern Africa</i>	<i>Southern Africa</i>	<i>Western Africa</i>	<i>Africa (total)</i>
Timely	1	0	0	0	2	3
Fairly timely	1	2	1	3	5	12
Not timely	2	0	1	3	2	8
No answer	3	2	1	0	1	7

Figure 13
Évaluation de la ponctualité de l'assistance bilatérale reçue (Afrique)

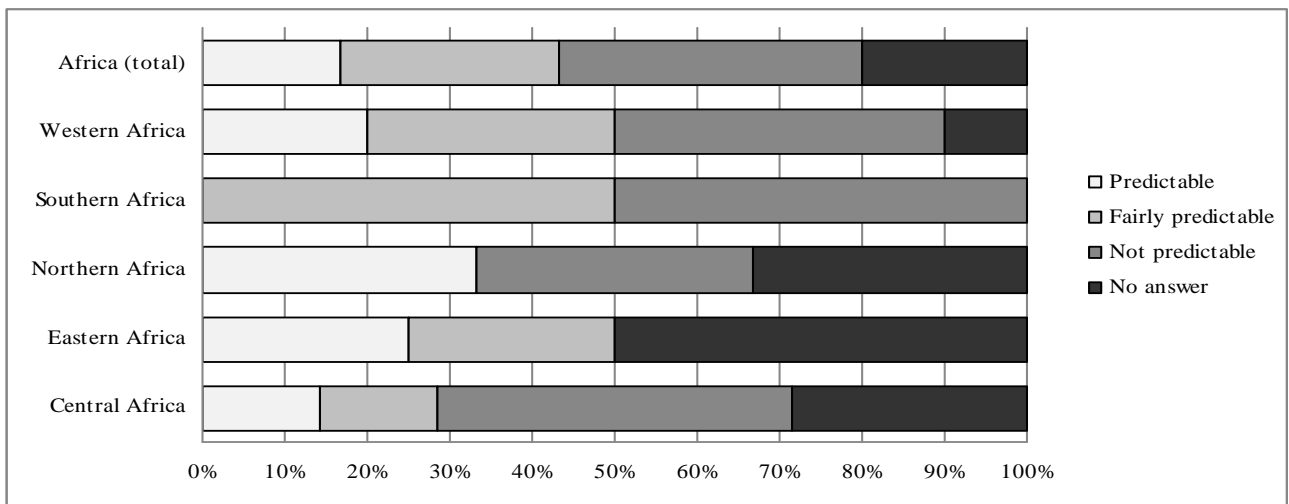


47. Treize des 30 pays ayant soumis un rapport sont plus ou moins satisfaits de la prévisibilité de l'assistance bilatérale reçue. Les pays d'Afrique centrale sont les moins satisfaits à cet égard. Dans d'autres sous-régions, les niveaux de satisfaction sont sensiblement les mêmes.

Tableau 23
Évaluation de la prévisibilité de l'assistance bilatérale reçue (Afrique)

	Central Africa	Eastern Africa	Northern Africa	Southern Africa	Western Africa	Africa (total)
Predictable	1	1	1	0	2	5
Fairly predictable	1	1	0	3	3	8
Not predictable	3	0	1	3	4	11
No answer	2	2	1	0	1	6

Figure 14
Évaluation de la prévisibilité de l'assistance bilatérale reçue (Afrique)



b) *Asie*

48. Le tiers environ de l'ensemble des pays ayant soumis un rapport ont déclaré qu'ils étaient satisfaits de l'adéquation et de la ponctualité de l'assistance reçue. Les évaluations sont un peu moins bonnes lorsqu'il s'agit du degré de prévisibilité. Comme en Afrique, plus du quart de l'ensemble des pays ayant soumis un rapport n'ont pas répondu à la question. Le taux de pays pleinement satisfaits de l'adéquation et de la ponctualité est très faible (environ 10 %). Un seul pays s'est dit pleinement satisfait du niveau de prévisibilité de l'assistance.

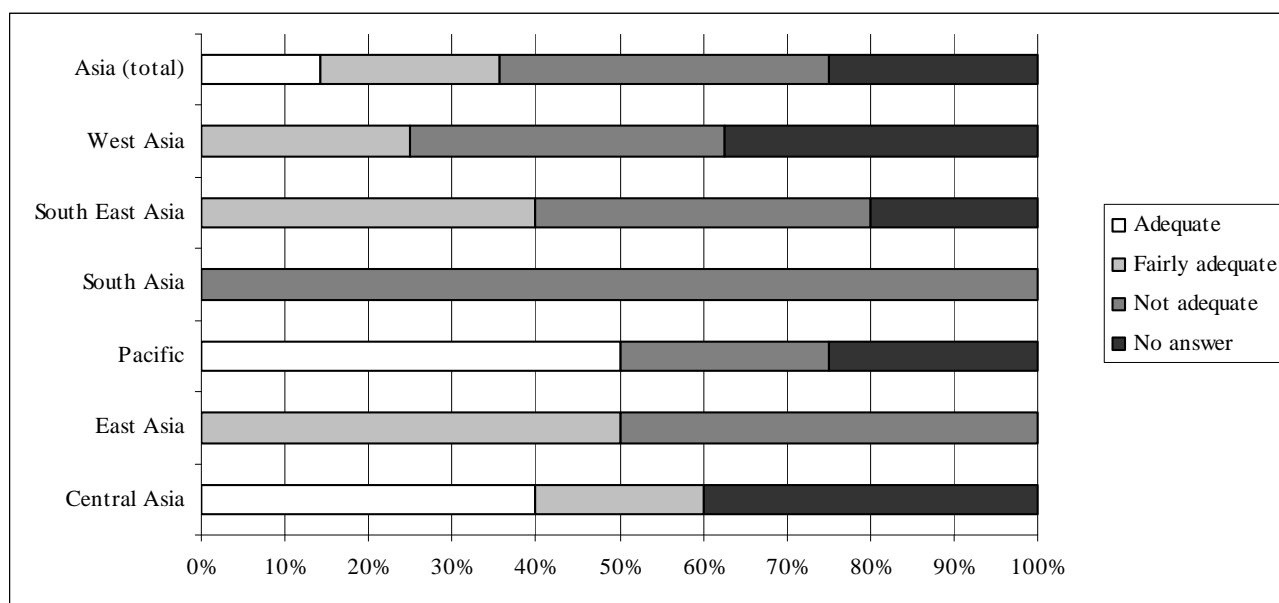
49. Il y a à peu près autant de pays satisfaits que de pays non satisfaits de l'adéquation de l'assistance.

Tableau 24

Évaluation de l'adéquation de l'assistance bilatérale reçue (Asie)

	<i>Central Asia</i>	<i>East Asia</i>	<i>Pacific</i>	<i>South Asia</i>	<i>South East Asia</i>	<i>West Asia</i>	<i>Asia (total)</i>
Adequate	2	0	2	0	0	0	4
Fairly adequate	1	1	0	0	2	2	6
Not adequate	0	1	1	4	2	3	11
No answer	2	0	1	0	1	3	7

Figure 15

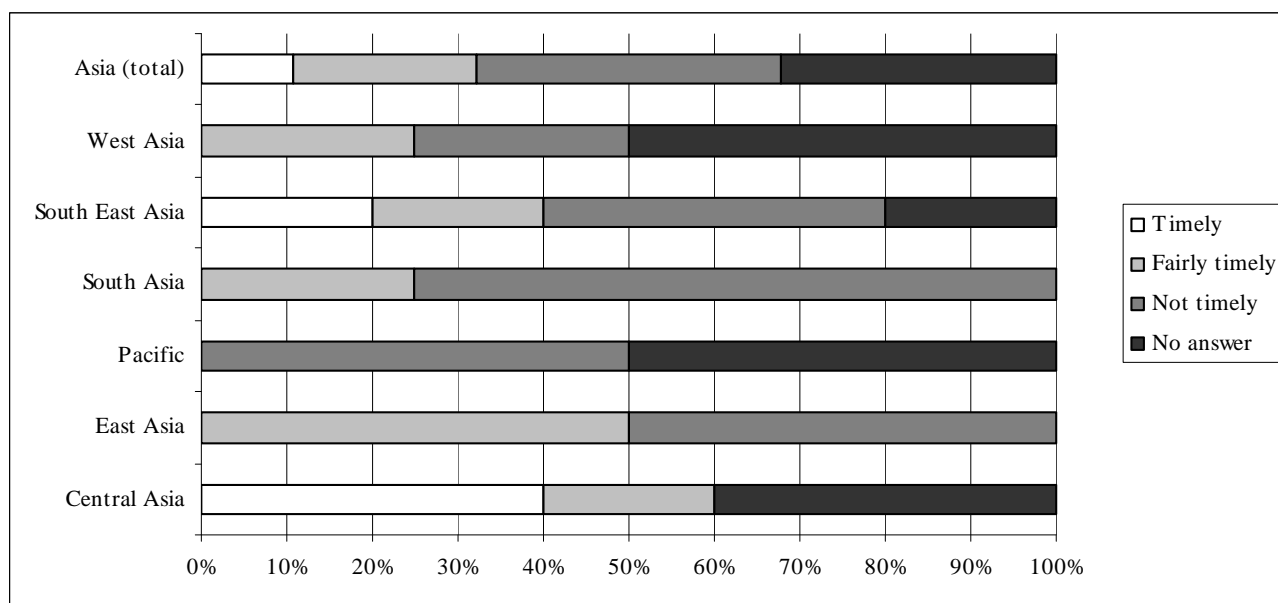
Évaluation de l'adéquation de l'assistance bilatérale reçue (Asie)

50. L'évaluation de la ponctualité est identique à celle de l'adéquation. Les pays d'Asie centrale sont là encore les plus satisfaits, et aucun pays du Pacifique ne s'est dit satisfait de la ponctualité de l'assistance bilatérale.

Tableau 25
Évaluation de la ponctualité de l'assistance bilatérale reçue (Asie)

	Central Asia	East Asia	Pacific	South Asia	South East Asia	West Asia	Asia (total)
Timely	2	0	0	0	1	0	3
Fairly timely	1	1	0	1	1	2	6
Not timely	0	1	2	3	2	2	10
No answer	2	0	2	0	1	4	9

Figure 16
Évaluation de la ponctualité de l'assistance bilatérale reçue (Asie)

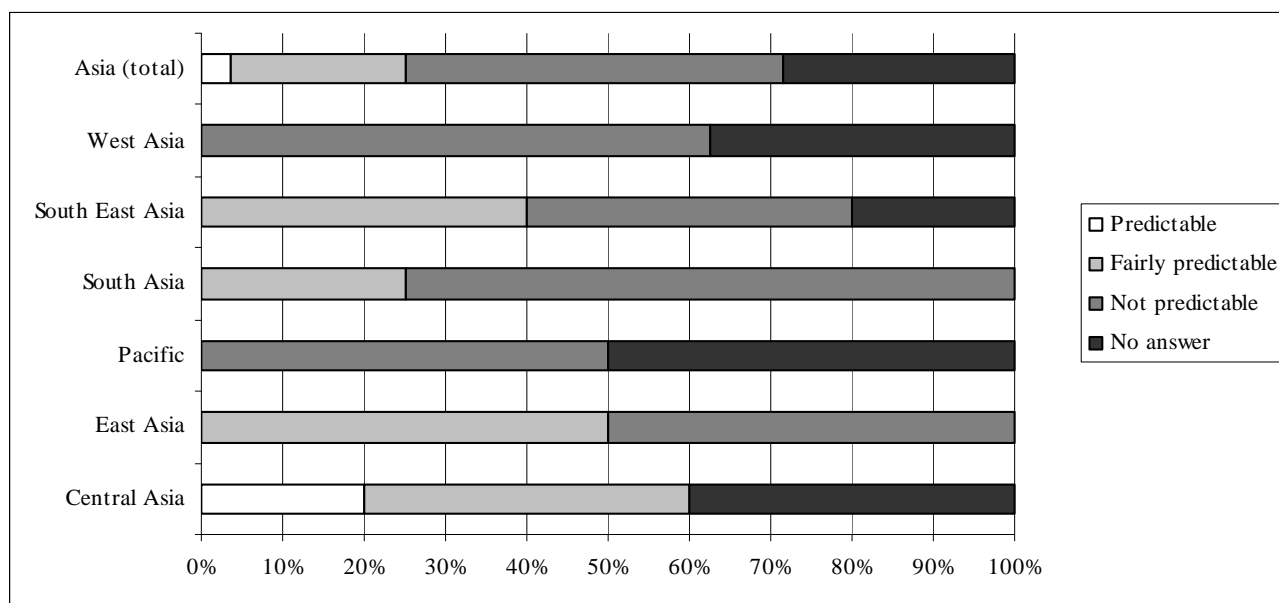


51. L'évaluation de la prévisibilité est très faible. Aucun pays d'Asie occidentale ou du Pacifique ne s'est dit satisfait de la prévisibilité de l'assistance bilatérale, tandis que les pays d'Asie centrale étaient une fois encore les plus satisfaits.

Tableau 26
Évaluation de la prévisibilité de l'assistance bilatérale reçue (Asie)

	Central Asia	East Asia	Pacific	South Asia	South East Asia	West Asia	Asia (total)
Predictable	1	0	0	0	0	0	1
Fairly predictable	2	1	0	1	2	0	6
Not predictable	0	1	2	3	2	5	13
No answer	2	0	2	0	1	3	8

Figure 17
Évaluation de la prévisibilité de l'assistance bilatérale reçue (Asie)



c) *Amérique latine et Caraïbes*

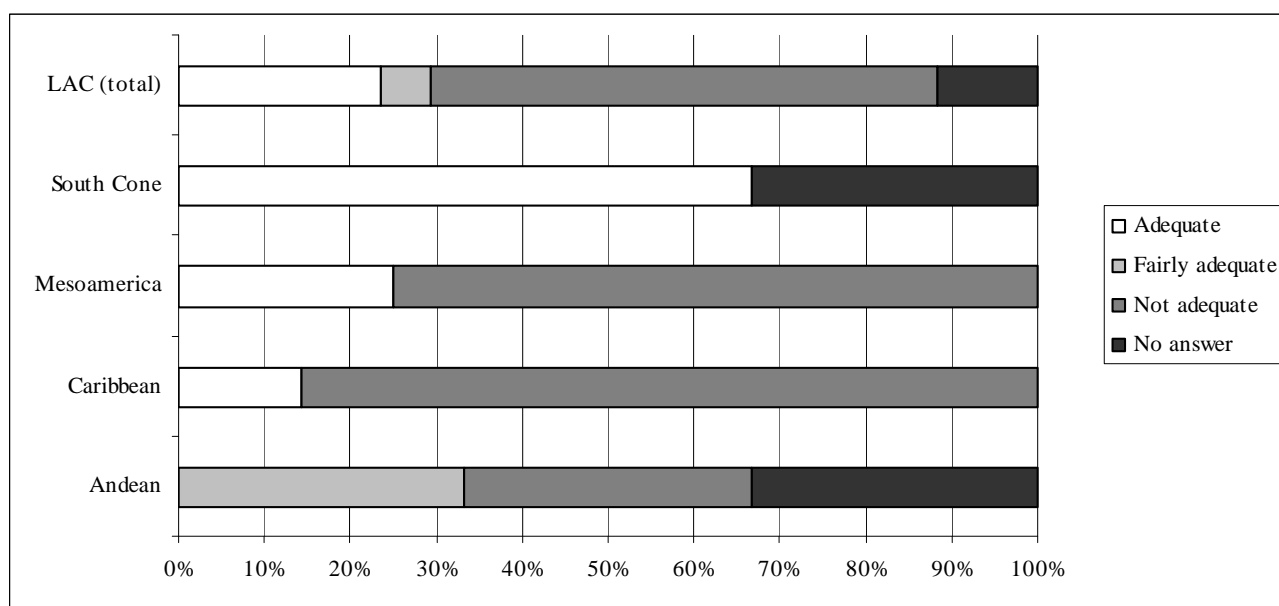
52. Dans l'ensemble, le niveau de satisfaction enregistré en Amérique latine et dans les Caraïbes à l'égard de l'assistance bilatérale reçue est très faible. La majorité des pays ayant soumis un rapport considèrent cette aide comme inadéquate, non fournie en temps voulu et non prévisible.

53. Dix des 17 pays ayant soumis un rapport considèrent l'assistance bilatérale comme inadéquate. Le niveau de satisfaction le plus bas est enregistré dans les Caraïbes et le plus élevé dans le cône Sud.

Tableau 27
Évaluation de l'adéquation de l'assistance bilatérale reçue (Amérique latine et Caraïbes)

	<i>Andean</i>	<i>Caribbean</i>	<i>Mesoamerica</i>	<i>South Cone</i>	<i>LAC (total)</i>
Adequate	0	1	1	2	4
Fairly adequate	1	0	0	0	1
Not adequate	1	6	3	0	10
No answer	1	0	0	1	2

Figure 18
Évaluation de l'adéquation de l'assistance bilatérale reçue (Amérique latine et Caraïbes)

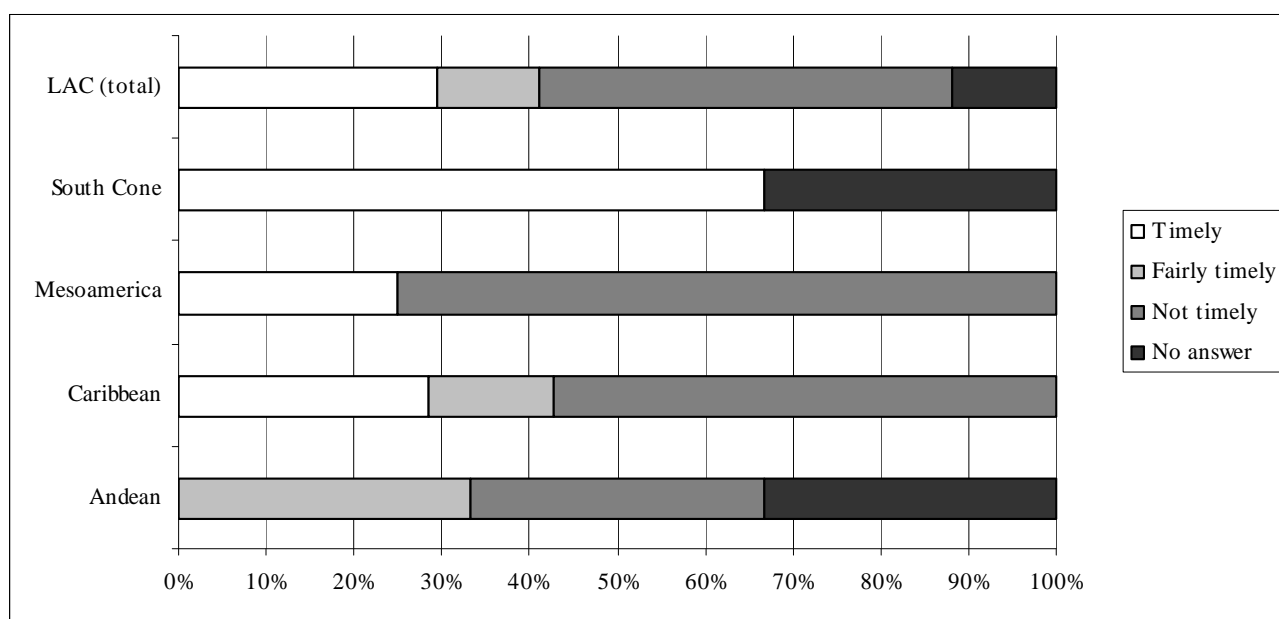


54. Sept des 17 pays ayant soumis un rapport considèrent l'assistance bilatérale comme étant fournie en temps voulu. Le niveau de satisfaction le plus élevé en matière de ponctualité est enregistré dans le cône Sud et le plus bas en Amérique centrale.

Tableau 28
Évaluation de la ponctualité de l'assistance bilatérale reçue (Amérique latine et Caraïbes)

	<i>Andean</i>	<i>Caribbean</i>	<i>Mesoamerica</i>	<i>South Cone</i>	<i>LAC (total)</i>
Timely	0	2	1	2	5
Fairly timely	1	1	0	0	2
Not timely	1	4	3	0	8
No answer	1	0	0	1	2

Figure 19
Évaluation de la ponctualité de l'assistance bilatérale reçue (Amérique latine et Caraïbes)

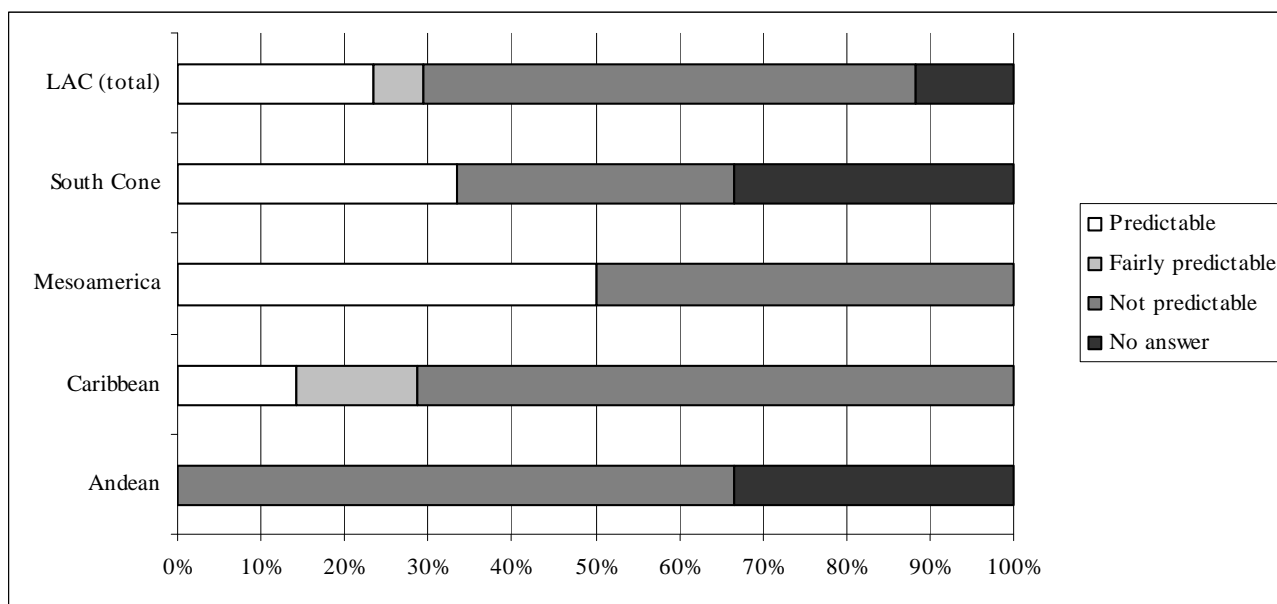


55. Cinq des 17 pays ayant soumis un rapport considèrent que l'assistance bilatérale fournie est prévisible. Les pays d'Amérique centrale sont les plus satisfaits à cet égard, tandis qu'aucun pays de la région andine ne se dit satisfait de la prévisibilité.

Tableau 29
Évaluation de la prévisibilité de l'assistance bilatérale reçue (Amérique latine et Caraïbes)

	<i>Andean</i>	<i>Caribbean</i>	<i>Mesoamerica</i>	<i>South Cone</i>	<i>LAC (total)</i>
Predictable	0	1	2	1	4
Fairly predictable	0	1	0	0	1
Not predictable	2	5	2	1	10
No answer	1	0	0	1	2

Figure 20
Évaluation de la prévisibilité de l'assistance bilatérale reçue (Amérique latine et Caraïbes)



d) *Méditerranée septentrionale*

56. Deux pays seulement ont répondu à cette question. L'un d'eux s'est dit plutôt satisfait pour les trois composantes de l'assistance, et l'autre les a jugées non satisfaisantes.

Tableau 30
Évaluation de la prévisibilité de l'assistance bilatérale reçue (Méditerranée septentrionale)

	<i>NMED (total)</i>
Adequate	1
Fairly adequate	0
Not adequate	1
No answer	3
Timely	0
Fairly timely	1
Not timely	1
No answer	3
Predictable	0
Fairly predictable	1
Not predictable	1
No answer	3

e) *Europe centrale et orientale*

57. Plus de la moitié des pays ayant soumis un rapport qualifient l'assistance bilatérale reçue d'adéquate et de prévisible et les deux tiers estiment qu'elle est fournie en temps

voulu. L'Europe centrale et orientale est donc la région la plus satisfaite à l'égard de l'assistance bilatérale fournie en matière de lutte contre la DDTs.

Tableau 31

Évaluation de la prévisibilité de l'assistance bilatérale reçue (Europe centrale et orientale)

	<i>CEE (total)</i>
Adequate	4
Fairly adequate	1
Not adequate	4
No answer	0
Timely	3
Fairly timely	3
Not timely	2
No answer	1
Predictable	3
Fairly predictable	2
Not predictable	3
No answer	1

2. Évaluation qualitative

a) *Afrique*

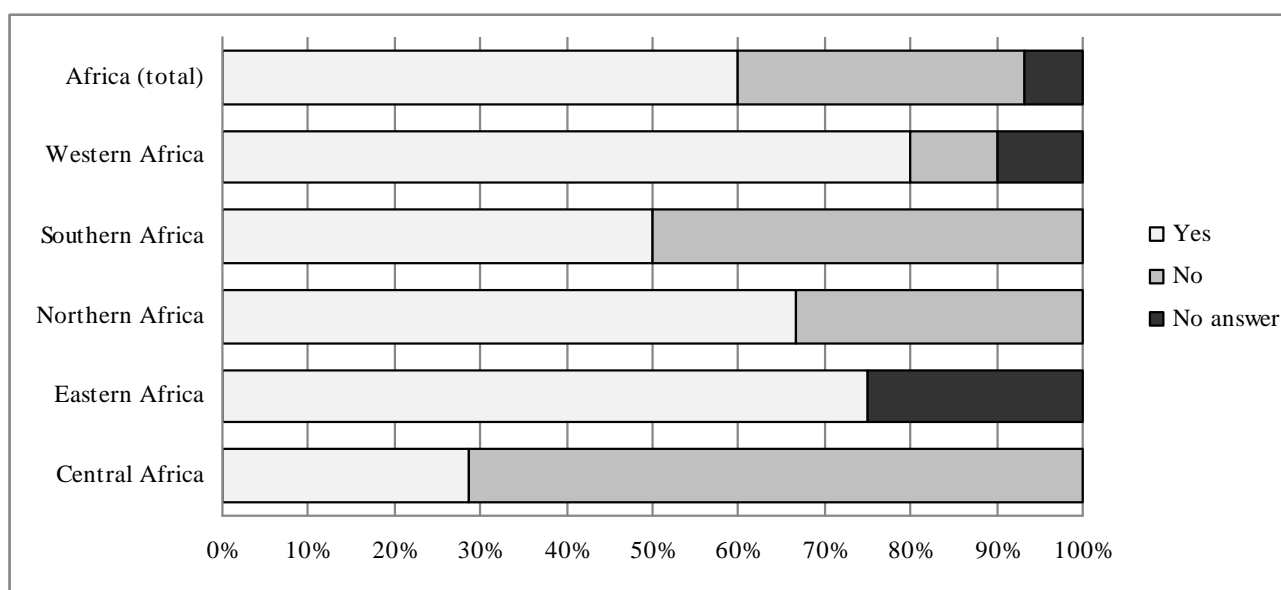
58. Dix-huit pays (soit 60 % de ceux ayant soumis un rapport) ont indiqué avoir bénéficié d'une assistance pour la mobilisation de ressources auprès de donateurs bilatéraux. L'Afrique de l'Ouest est la sous-région qui en a le plus bénéficié et l'Afrique centrale celle qui en a le moins bénéficié.

Tableau 32

Assistance fournie pour la mobilisation de ressources auprès de donateurs bilatéraux (Afrique)

	<i>Central Africa</i>	<i>Eastern Africa</i>	<i>Northern Africa</i>	<i>Southern Africa</i>	<i>Western Africa</i>	<i>Africa (total)</i>
Yes	2	3	2	3	8	18
No	5	0	1	3	1	10
No answer	0	1	0	0	1	2

Figure 21
Assistance fournie pour la mobilisation de ressources auprès de donateurs bilatéraux (Afrique)



59. Le FEM et d'autres institutions multilatérales ont été les principaux prestataires de l'assistance à la mobilisation de ressources auprès de sources bilatérales. Près de la moitié de l'ensemble des pays africains ayant soumis un rapport ont bénéficié de l'appui de ces institutions. D'autres intervenants tels que le secrétariat de la Convention, le Mécanisme mondial et des partenaires bilatéraux ont aussi soutenu les pays parties africains.

Tableau 33
Assistance fournie pour la mobilisation de ressources auprès de donateurs bilatéraux, par institution (Afrique)

Subregion	Bilateral	GEF	GM	Multilateral	UNCCD secretariat	Other
Central Africa	0	2	0	1	2	0
Eastern Africa	1	2	1	1	1	1
Northern Africa	0	1	2	1	0	0
Southern Africa	2	2	3	3	1	0
Western Africa	5	7	3	6	5	1
Africa (total)	8	14	9	12	9	2

60. Il convient de noter que, en dépit du degré relativement bas de satisfaction en termes d'adéquation, de ponctualité et de prévisibilité de l'assistance bilatérale, le nombre de pays ayant fait part d'entraves à la mise en œuvre de la Convention n'est que légèrement supérieur à celui des pays n'ayant pas signalé de telles entraves.

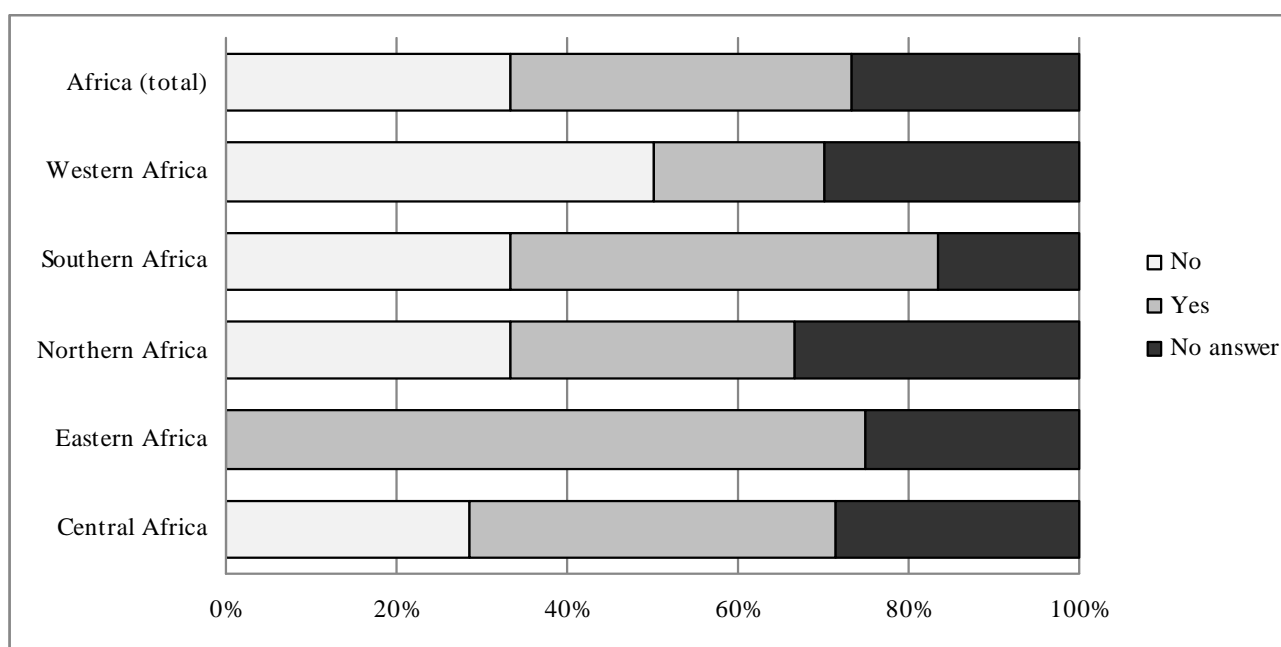
Tableau 34

Entraves à la planification et à la mise en œuvre dans le cadre de la Convention, liées au degré d'adéquation, de ponctualité et de prévisibilité de l'assistance bilatérale (Afrique)

<i>Subregion</i>	<i>Yes</i>	<i>No</i>	<i>No answer</i>
Central Africa	3	2	2
Eastern Africa	3	0	1
Northern Africa	1	1	1
Southern Africa	3	2	1
Western Africa	2	5	3
Africa (total)	12	10	8

Figure 22

Entraves à la planification et à la mise en œuvre dans le cadre de la Convention, liées au degré d'adéquation, de ponctualité et de prévisibilité de l'assistance bilatérale (Afrique)



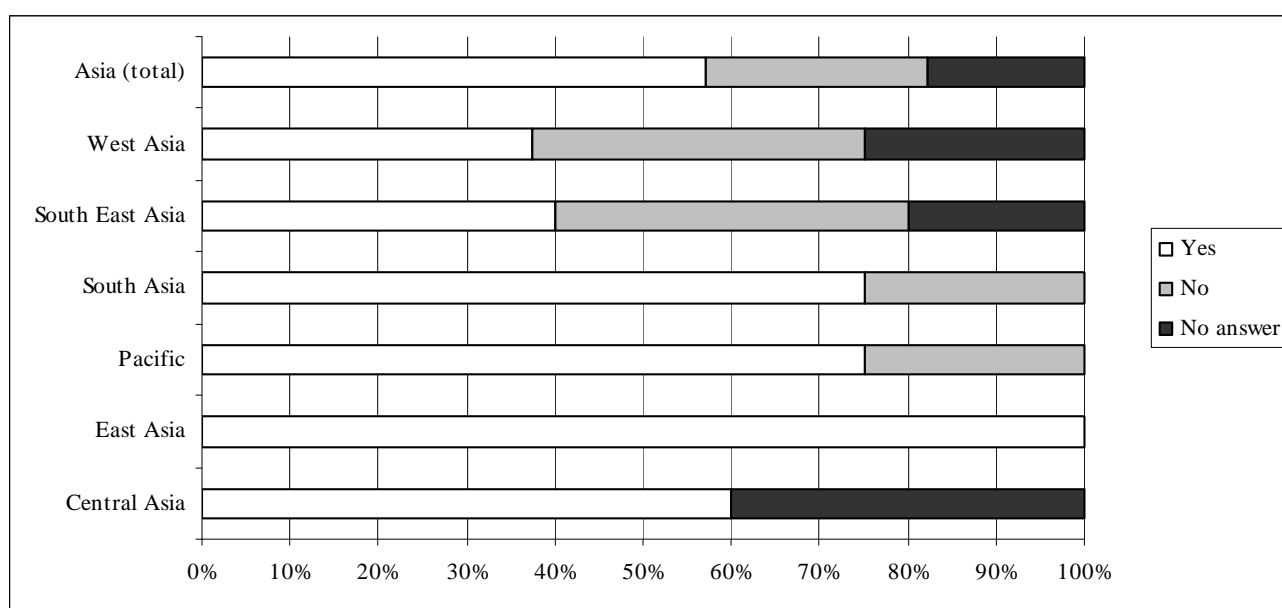
b) Asie

61. Seize pays (57 %) sur 28 ont dit avoir bénéficié d'une aide pour la mobilisation de fonds bilatéraux. Le niveau le plus élevé de l'aide apportée est enregistré en Asie de l'Est et le moins élevé en Asie occidentale.

Tableau 35
Assistance à la mobilisation de ressources auprès de donateurs bilatéraux (Asie)

	Central Asia	East Asia	Pacific	South Asia	South East Asia	West Asia	Asia (total)
Yes	3	2	3	3	2	3	16
No	0	0	1	1	2	3	7
No answer	2	0	0	0	1	2	5

Figure 23
Assistance à la mobilisation de ressources auprès de donateurs bilatéraux (Asie)



62. S'agissant des organisations prestataires de l'aide, ce sont les institutions multilatérales qui ont appuyé le plus grand nombre de pays, suivies du FEM et des organisations bilatérales. Le secrétariat et le Mécanisme mondial sont ceux qui, à égale mesure, ont aidé le moins grand nombre de pays.

Tableau 36
Assistance à la mobilisation de ressources auprès de donateurs bilatéraux, par institution (Asie)

Subregion	Bilateral	GEF	GM	Multilateral	UNCCD secretariat	Other
Central Asia	3	3	1	3	1	1
East Asia	2	1	0	2	1	1
Pacific	1	3	0	2	1	0
South Asia	1	2	0	3	0	1
South East Asia	0	0	1	2	0	0
West Asia	0	2	2	1	1	0
Asia (total)	7	11	4	13	4	3

63. Comme en Afrique, le nombre de pays qui rencontrent des difficultés de planification et de mise en œuvre dans le cadre de la Convention n'est guère plus élevé que celui des pays qui ne rencontrent pas de difficultés, en dépit du degré relativement bas de satisfaction quant à l'assistance bilatérale.

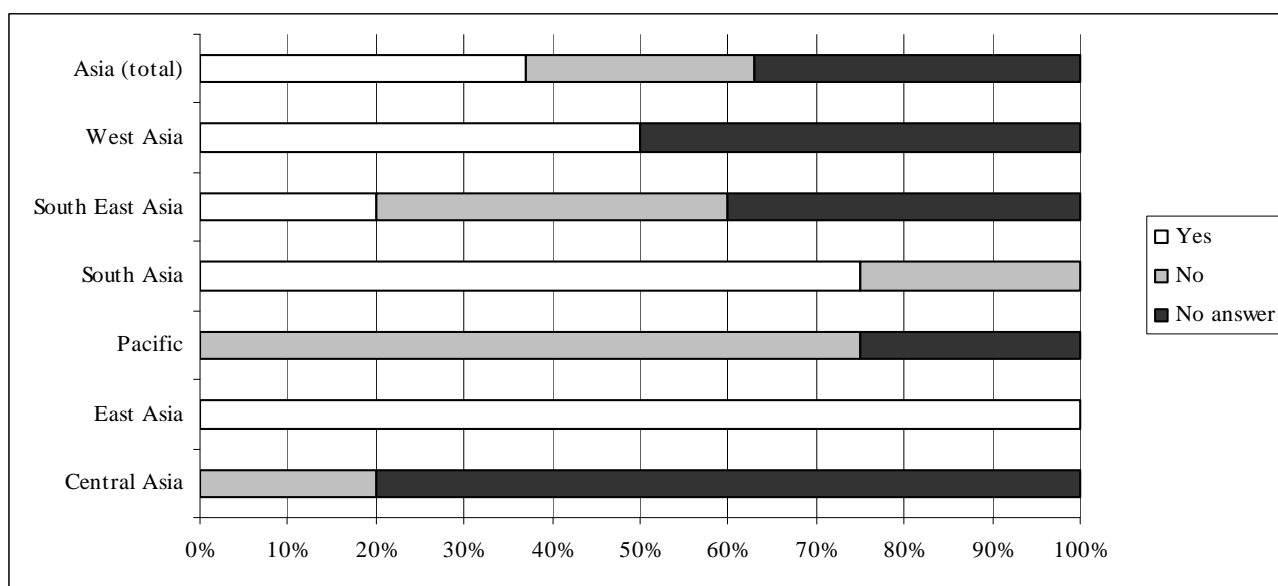
Tableau 37

Entraves à la planification et à la mise en œuvre dans le cadre de la Convention, liées au degré d'adéquation, de ponctualité et de prévisibilité de l'assistance bilatérale (Asie)

<i>Subregion</i>	<i>Yes</i>	<i>No</i>	<i>No answer</i>
Central Asia	0	1	4
East Asia	2	0	0
Pacific	0	3	1
South Asia	3	1	0
South East Asia	1	2	2
West Asia	4	0	4
Asia (total)	10	7	11

Figure 24

Entraves à la planification et à la mise en œuvre dans le cadre de la Convention, liées au degré d'adéquation, de ponctualité et de prévisibilité de l'assistance bilatérale (Asie)



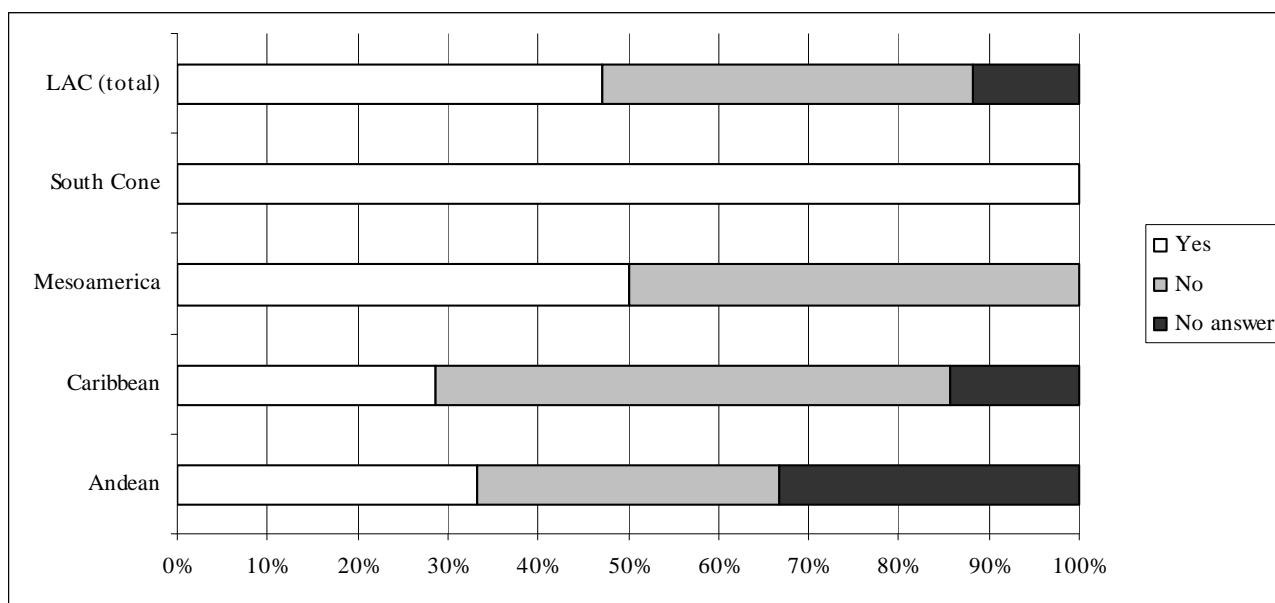
c) *Amérique latine et Caraïbes*

64. Huit (47 %) des 17 pays d'Amérique latine et des Caraïbes ayant soumis un rapport ont bénéficié d'une assistance, et sept n'en ont pas bénéficié. Deux pays n'ont pas répondu à la question. Tous les pays du cône Sud ont bénéficié d'une assistance et c'est la région des Caraïbes qui en a le moins bénéficié.

Tableau 38
**Assistance à la mobilisation de ressources auprès de donateurs bilatéraux
 (Amérique latine et Caraïbes)**

	<i>Andean</i>	<i>Caribbean</i>	<i>Mesoamerica</i>	<i>South Cone</i>	<i>LAC (total)</i>
Yes	1	2	2	3	8
No	1	4	2	0	7
No answer	1	1	0	0	2

Figure 25
**Assistance à la mobilisation de ressources auprès de donateurs bilatéraux (Amérique
 latine et Caraïbes)**



65. La configuration de l'aide fournie à l'Amérique latine et aux Caraïbes diffère de celle fournie en Afrique et en Asie: c'est ici le Mécanisme mondial qui a été le principal prestataire de l'aide, suivi des institutions multilatérales, du FEM et des partenaires bilatéraux. Aucun pays n'a dit avoir été appuyé par le secrétariat de la Convention.

Tableau 39
**Assistance à la mobilisation de ressources auprès de donateurs bilatéraux,
 par institution (Amérique latine et Caraïbes)**

<i>Subregion</i>	<i>Bilateral</i>	<i>GEF</i>	<i>GM</i>	<i>Multilateral</i>	<i>UNCCD secretariat</i>	<i>Other</i>
Andean	0	0	1	0	0	0
Caribbean	1	2	1	2	0	1
Mesoamerica	1	0	2	1	0	1
South Cone	2	2	2	2	0	0
LAC (total)	4	4	6	5	0	2

66. Contrairement à l'Afrique et à l'Asie, les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont en très grand nombre rencontré des difficultés dans la planification et la mise en œuvre. Cela concorde avec le faible niveau de satisfaction de ces pays quant à l'adéquation, à la ponctualité et à la prévisibilité de l'assistance bilatérale.

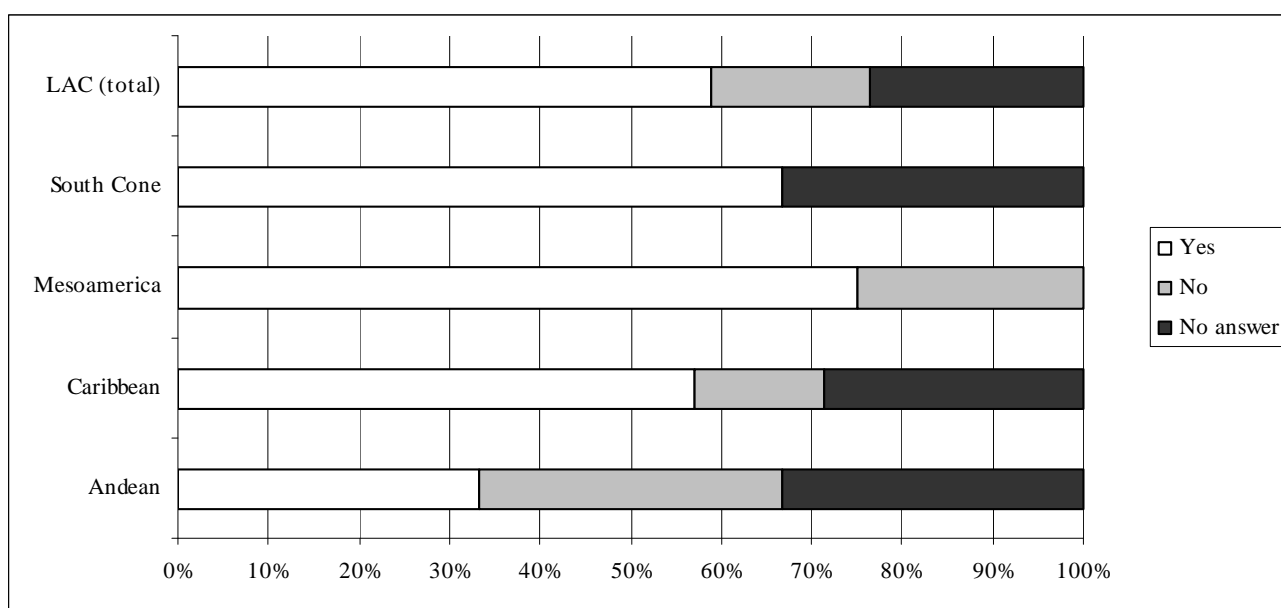
Tableau 40

Entraves à la planification et à la mise en œuvre dans le cadre de la Convention, liées au degré d'adéquation, de ponctualité et de prévisibilité de l'assistance bilatérale (Amérique latine et Caraïbes)

<i>Subregion</i>	<i>Yes</i>	<i>No</i>	<i>No answer</i>
Andean	1	1	1
Caribbean	4	1	2
Mesoamerica	3	1	0
South Cone	2	0	1
LAC (total)	10	3	4

Figure 26

Entraves à la planification et à la mise en œuvre dans le cadre de la Convention, liées au degré d'adéquation, de ponctualité et de prévisibilité de l'assistance bilatérale (Amérique latine et Caraïbes)



d) *Méditerranée septentrionale*

67. Deux pays seulement ont répondu à cette question, et tous deux ont bénéficié d'une assistance. L'un a été appuyé par le FEM, ainsi que par des sources bilatérales et multilatérales. L'autre a bénéficié d'autres types d'assistance. Aucun n'a rencontré de difficultés lors de la planification et de la mise en œuvre dans le cadre de la Convention.

Tableau 41

Assistance à la mobilisation de ressources auprès de donateurs bilatéraux (Méditerranée septentrionale)

	<i>NMED (total)</i>
Yes	2
No	0
No answer	3

Tableau 42

Assistance à la mobilisation de ressources auprès de donateurs bilatéraux, par institution (Méditerranée septentrionale)

<i>Region</i>	<i>Bilateral</i>	<i>GEF</i>	<i>GM</i>	<i>Multilateral</i>	<i>secretariat</i>	<i>Other</i>
NMED (total)	1	1	0	1	0	1

Tableau 43

Entraves à la planification et à la mise en œuvre dans le cadre de la Convention, liées au degré d'adéquation, de ponctualité et de prévisibilité de l'assistance bilatérale (Méditerranée septentrionale)

<i>Region</i>	<i>Yes</i>	<i>No</i>	<i>No answer</i>
NMED (total)	0	2	3

e) *Europe centrale et orientale*

68. Quatre pays ont bénéficié d'une aide et cinq n'en ont pas bénéficié. Le FEM a soutenu trois pays, tandis que le secrétariat de la Convention, les partenaires bilatéraux, les partenaires multilatéraux et les autres institutions en ont soutenu un chacun.

69. Les pays parties d'Europe centrale et orientale qui ont soumis un rapport sont plus sévères qu'indulgents dans leur évaluation de l'aide financière apportée par les pays développés.

Tableau 44

Assistance à la mobilisation de ressources auprès de donateurs bilatéraux (Europe centrale et orientale)

	<i>CEE (total)</i>
Yes	4
No	5
No answer	0

Tableau 45

Assistance à la mobilisation de ressources auprès de donateurs bilatéraux, par institution (Europe centrale et orientale)

<i>Region</i>	<i>Bilateral</i>	<i>GEF</i>	<i>GM</i>	<i>Multilateral</i>	<i>secretariat</i>	<i>Other</i>
CEE (total)	1	3	0	1	1	1

Tableau 46

Entraves à la planification et à la mise en œuvre dans le cadre de la Convention, liées au degré d'adéquation, de ponctualité et de prévisibilité de l'assistance bilatérale (Europe centrale et orientale)

<i>Region</i>	<i>Yes</i>	<i>No</i>	<i>No answer</i>
CEE (total)	4	2	3

V. Indicateur de résultats CONS-O-17 du résultat 5.3

Nombre de propositions de projet liées à la DDTS soumises, et dont le financement a été accepté par les institutions financières, instruments et fonds internationaux, y compris le FEM.

(Voir CONS-O-17 dans la décision 13/COP.9, annexe III.)

A. Analyse au plan mondial

1. Nombre de propositions de projet soumises (en attente) et en cours

70. Près de 650 projets financés par des institutions financières, des instruments et des fonds internationaux étaient en cours durant la période considérée, et près de 300 projets étaient en attente. Si l'Afrique a fait part du plus grand nombre de projets, elle n'a pas attiré le plus grand montant de ressources; c'est l'Europe centrale et orientale qui a bénéficié d'un plus grand soutien financier pour un nombre de projets moins important (et un nombre de pays moins important aussi). L'Asie est très nettement la région où la plus grande part des montants levés a été enregistrée; un pays (la Chine) a, à lui seul, levé près de 80 % de la totalité des fonds dans le monde. Dans d'autres régions aussi (Afrique, Europe centrale et orientale), un pays a à lui seul enregistré une très grande part de l'ensemble des fonds levés pour la région. Les données doivent donc être interprétées avec la plus grande prudence.

71. Il est intéressant toutefois de rapprocher ces chiffres de ceux obtenus auprès des pays développés parties (voir chap. III ci-dessus) et du FEM (voir chap. V, sect. C ci-dessus). Même si l'on exclut les chiffres communiqués par les quelques pays ayant fait part de montants importants levés avec leurs projets, il n'en demeure pas moins que les institutions multilatérales sont de loin les partenaires les plus importants des pays parties touchés pour ce qui est du financement de projets liés à la DDTS. Cela concorde avec les informations communiquées au sujet d'autres indicateurs, où les partenaires multilatéraux se sont avérés les prestataires d'aide les plus importants dans l'action menée par les pays parties touchés pour lutter contre la DDTS.

Tableau 47

Nombre de propositions de projet soumises (en attente) et en cours (au plan mondial)

<i>Region</i>	<i>Submitted</i>	<i>Ongoing</i>	<i>Total amount of ongoing projects (Million USD)</i>
Africa	149	274	1 140.729
Asia	46	172	24 417.150
LAC	56	142	732.436

Region	Submitted	Ongoing	Total amount of ongoing projects (Million USD)
NMED	18	13	15.102
CEE	26	44	1 735.772
Global (total)	295	645	28 041.189

Figure 27
Nombre de propositions de projet soumises (en attente) et en cours (au plan mondial)

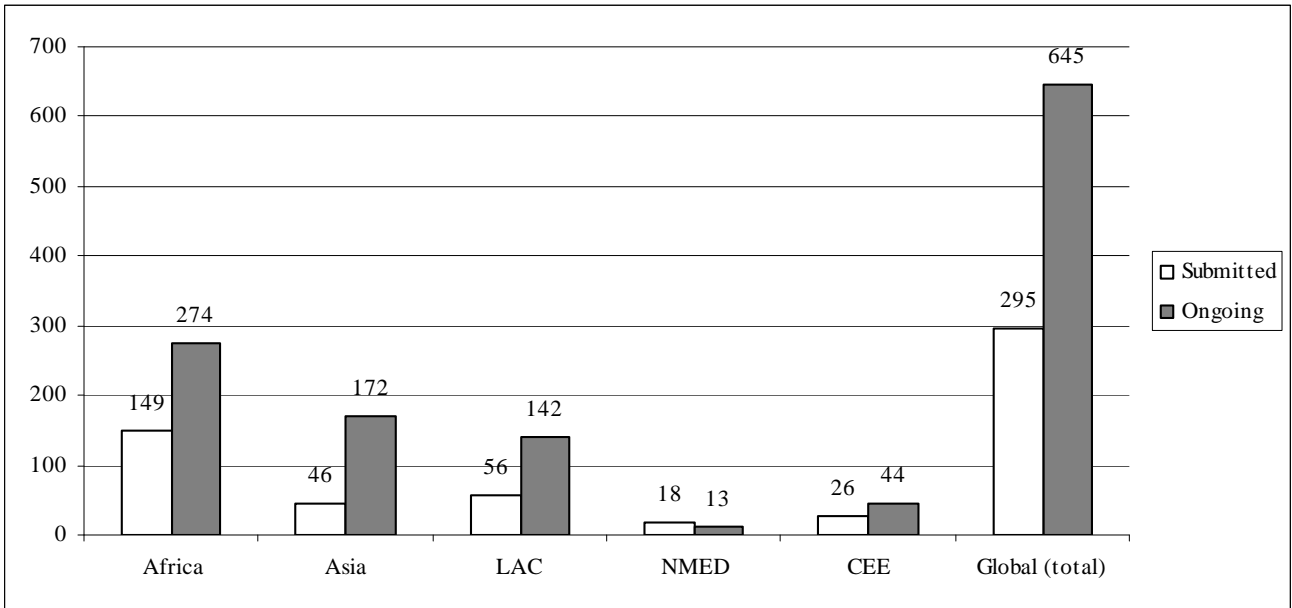
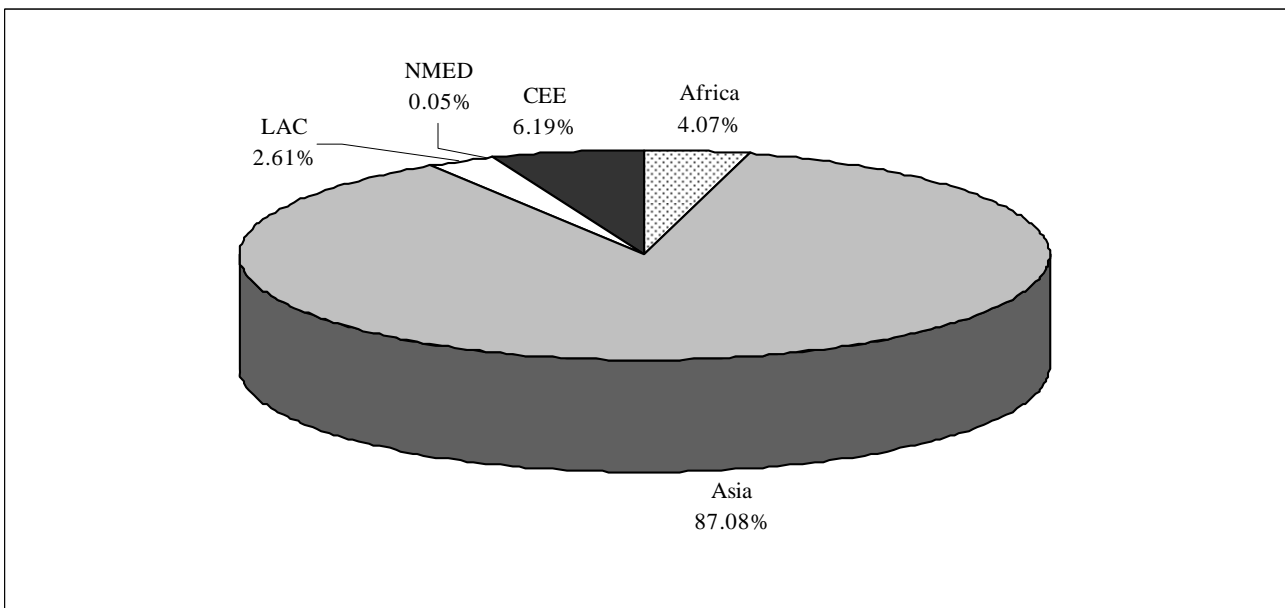


Figure 28
Répartition des montants levés (en pourcentage) (au plan mondial)



2. Contribution nationale à la réalisation de l'objectif

Une croissance régulière du nombre de propositions de projet liées à la DDTS auxquelles il a été donné suite est enregistrée au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie.

(Voir décision 13/COP.9, annexe III, indicateur de résultats CONS-O-17, objectif.)

72. On ne saurait débattre correctement de la situation actuelle en matière de réalisation de l'objectif après seulement un cycle de notification, le nombre de projets étant notifié pour l'ensemble de l'exercice biennal. À l'issue du prochain cycle de notification, on pourra plus clairement établir si le nombre de propositions de projet soumises auxquelles il a été donné suite a augmenté ou non. Il est toutefois très encourageant que tous les pays ayant estimé que les ressources mobilisées étaient insuffisantes (80 % environ de l'ensemble des pays ayant répondu à cette question) prévoient de redoubler d'efforts pour mobiliser des ressources auprès de sources multilatérales. Il devrait s'ensuivre une augmentation du nombre de propositions de projet au cours des années à venir.

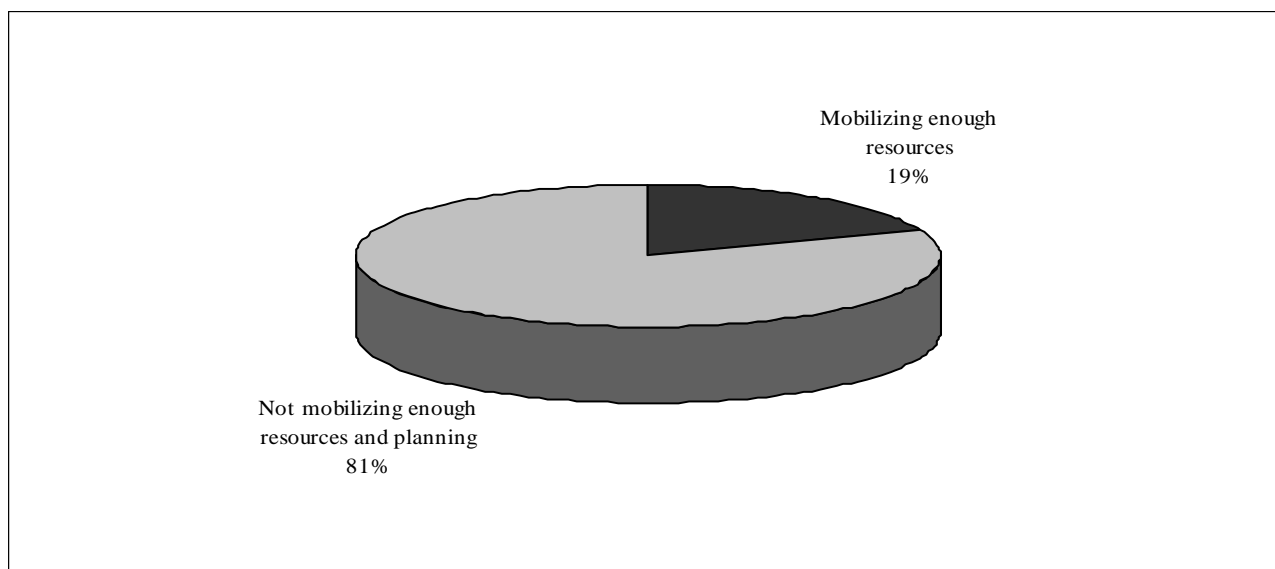
Tableau 48

Situation en matière de mobilisation de ressources, et projets à cet égard (au plan mondial)

<i>Region</i>	<i>Mobilizing enough resources</i>	<i>Not mobilizing enough resources and planning to mobilize them</i>
Africa	6	21
Asia	5	18
LAC	1	12
NMED	0	3
CEE	2	5
Global (total)	14	59

Figure 29

Situation en matière de mobilisation de ressources, et projets à cet égard (au plan mondial)



B. Pays parties touchés (analyse aux plans sous-régional et régional)

1. Nombre de propositions de projet soumises (en attente) et en cours

a) Afrique

73. Au cours de la période à l'examen, on a enregistré 274 projets liés à la DDTS en cours en Afrique, et 149 autres en attente. La plupart de ces projets sont localisés en Afrique de l'Ouest – 62 % des projets en cours, soit en moyenne 21 projets par pays, et 76 % de projets soumis, avec en moyenne 14 projets par pays. Le nombre le moins élevé de projets a été relevé en Afrique du Nord.

74. Le montant total des fonds levés par 21 pays africains dépasse 1,1 milliard de dollars des États-Unis, soit en moyenne 54,3 millions de dollars par pays². L'Afrique de l'Est a mobilisé plus de la moitié du montant total, grâce à un projet d'une valeur de près de 500 millions de dollars en Ouganda. L'Afrique de l'Ouest, où est enregistré le plus grand nombre de projets, a mobilisé à peine plus du quart de l'ensemble des fonds. L'Afrique centrale, bien que présentant un nombre relativement important de projets, n'a mobilisé qu'à peine 2 % des fonds en Afrique.

Tableau 49

Nombre de propositions de projet soumises (en attente) et en cours (Afrique)

<i>Subregion</i>	<i>Submitted</i>	<i>Ongoing</i>	<i>Total amount of ongoing projects (US\$ million)</i>
Central Africa	20	31	17.637
Eastern Africa	7	19	587.208
Northern Africa	2	15	164.063
Southern Africa	7	40	55.644
Western Africa	113	169	316.177
Africa (total)	149	274	1 140.729

² Un pays d'Afrique de l'Ouest a fait part d'un montant négligeable et un pays d'Afrique australe a fait part d'un montant sans en préciser la monnaie. Si les données communiquées par ces deux pays ont été prises en compte dans le calcul du nombre de projets, elles ne l'ont pas été pour le calcul des montants totaux mobilisés.

Figure 30
Répartition (en pourcentage) des propositions de projet soumises (en attente) et en cours (Afrique)

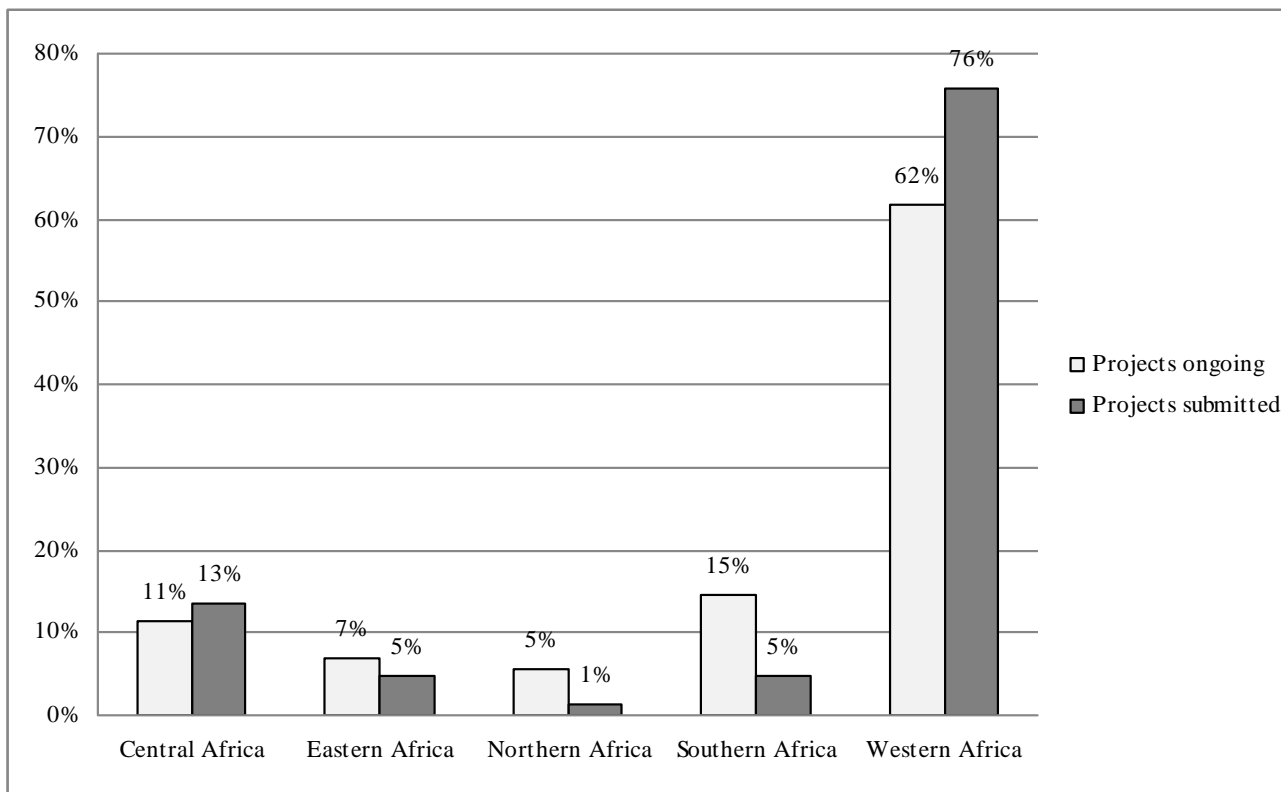
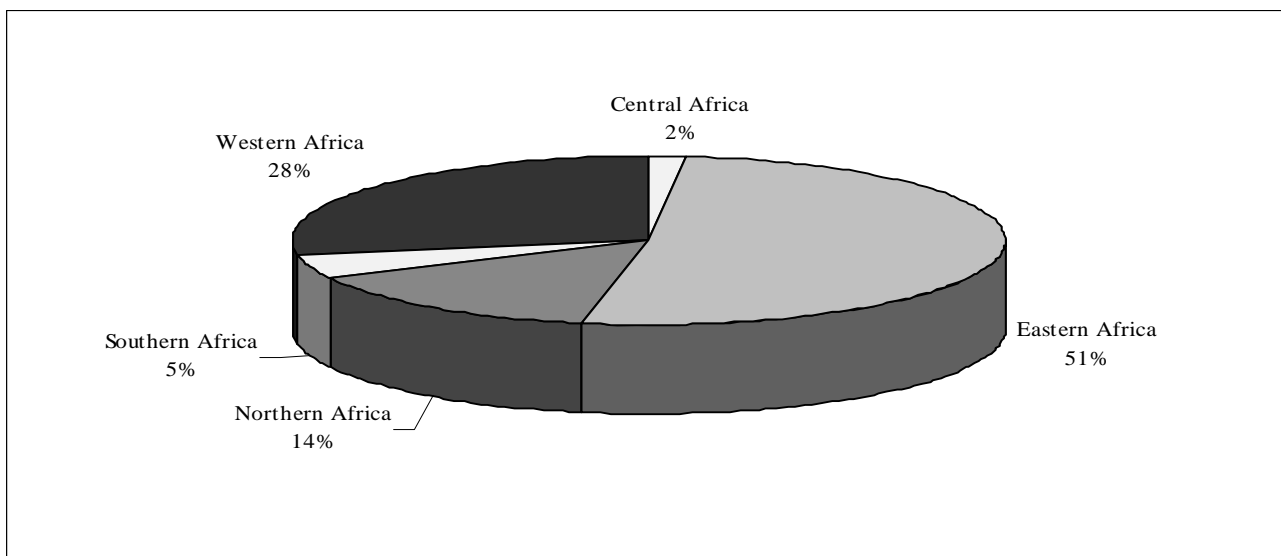


Figure 31
Répartition des montants levés (en pourcentage) (Afrique)



b) *Asie*

75. Vingt et un pays ont répondu à cette question³. Ils ont renseigné sur 172 projets en cours et 46 projets soumis. L'Asie du Sud-Est et l'Asie occidentale sont en tête dans les deux catégories, tandis qu'aucun pays de l'Asie du Sud n'a fait part de projets soumis. La sous-région du Pacifique présente la proportion la plus faible de projets en cours.

76. Le montant des fonds levés pour les projets en cours a dépassé 24,4 milliards de dollars⁴. À l'échelon sous-régional, l'Asie de l'Est a levé 90 % des fonds. La Chine arrive en tête quant aux fonds levés, suivie de l'Inde et du Viet Nam.

Tableau 50

Nombre de propositions de projet soumises (en attente) et en cours (Asie)

<i>Subregion</i>	<i>Submitted</i>	<i>Ongoing</i>	<i>Total amount of ongoing projects (US\$ million)</i>
Central Asia	8	13	171.292
East Asia	4	21	21 978.167
Pacific	4	5	61.000
South Asia	0	39	986.801
South East Asia	15	46	993.532
West Asia	15	48	226.358
Asia (total)	46	172	24 417.150

³ Un pays a fait part de plus de 150 000 projets. Ce chiffre étant peu plausible, les données émanant de ce pays n'ont pas été prises en compte dans les calculs.

⁴ Un pays a fait part de l'absence totale de montant mobilisé pour ses deux projets en cours, si bien que dans le calcul du nombre total de projets, les deux projets en question ont été inclus mais, bien évidemment, n'ont pu être pris en compte dans le montant total levé. Un autre pays n'a pas renseigné sur la monnaie dans laquelle les montants étaient exprimés, donc les valeurs correspondantes n'ont pas été prises en compte dans le montant total des ressources.

Figure 32
Répartition des propositions de projet soumises (en attente) et en cours (en pourcentage) (Asie)

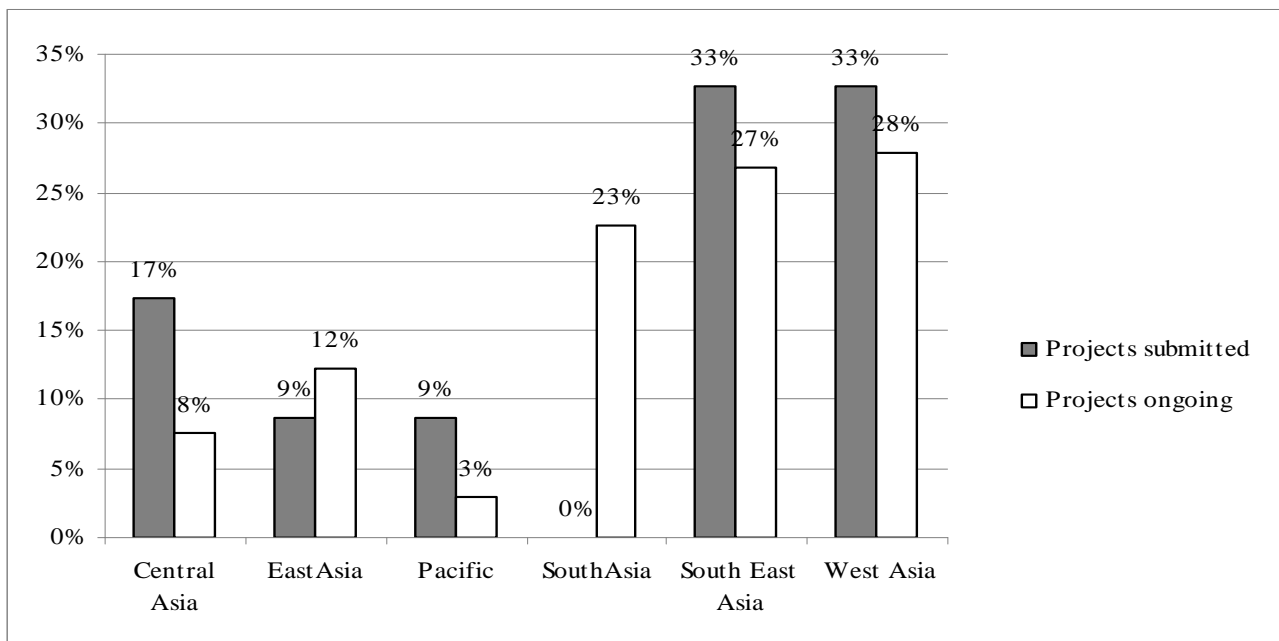
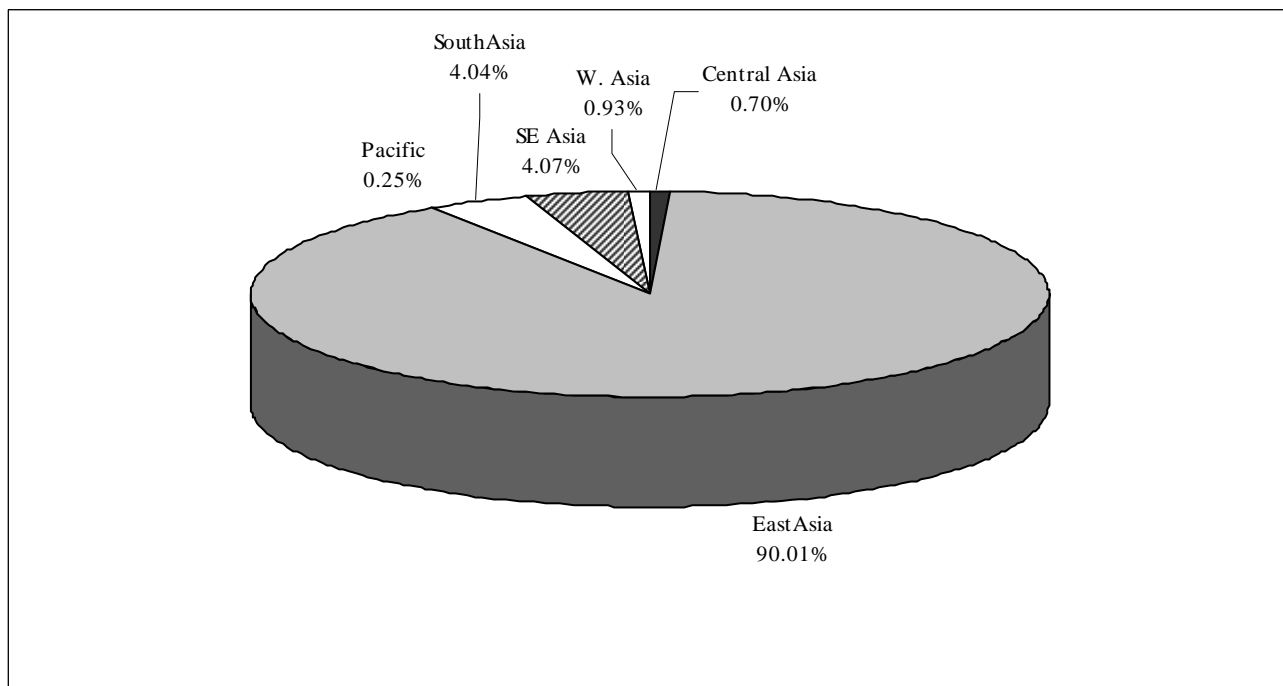


Figure 33
Répartition des montants levés (en pourcentage) (Asie)



c) Amérique latine et Caraïbes

77. La région a fait part de 142 projets en cours et de 56 autres soumis. La sous-région de l'Amérique centrale représente à elle seule plus de la moitié de l'ensemble des projets d'Amérique latine et des Caraïbes soumis en vue d'un financement, et un pays (le Honduras) représente à lui seul l'ensemble des projets soumis pour la sous-région. Le cône Sud et la sous-région andine ne représentent qu'un très petit nombre des projets soumis (un projet et deux projets, respectivement).

78. Le montant des fonds levés pour les projets en cours dépasse 732,4 millions de dollars. À l'échelon sous-régional, les pays de la Communauté andine ont mobilisé 32 % des fonds, les Caraïbes 22 %, l'Amérique centrale 29 % et le cône Sud 17 %. La plupart des fonds levés dans la Communauté andine sont concentrés au Pérou, ceux levés dans les Caraïbes en République dominicaine et ceux levés dans le cône Sud en Argentine, chacun de ces pays représentant plus de 90 % des fonds levés dans leur sous-région respective. Cela concorde avec le nombre élevé de projets en cours dans ces pays. En Amérique centrale, le Mexique a levé 80 % des fonds de la sous-région, tandis que le Honduras était le pays présentant le plus grand nombre de projets en cours.

Tableau 51

Nombre de propositions de projet soumises (en attente) et en cours (Amérique latine et Caraïbes)

Subregion	Submitted	Ongoing	Total amount of ongoing projects (US\$ million)
Andean	2	35	226.165
Caribbean	22	13	162.90
Mesoamerica	31	64	215.96
South Cone	1	30	127.41
LAC (total)	56	142	732.435

Figure 34

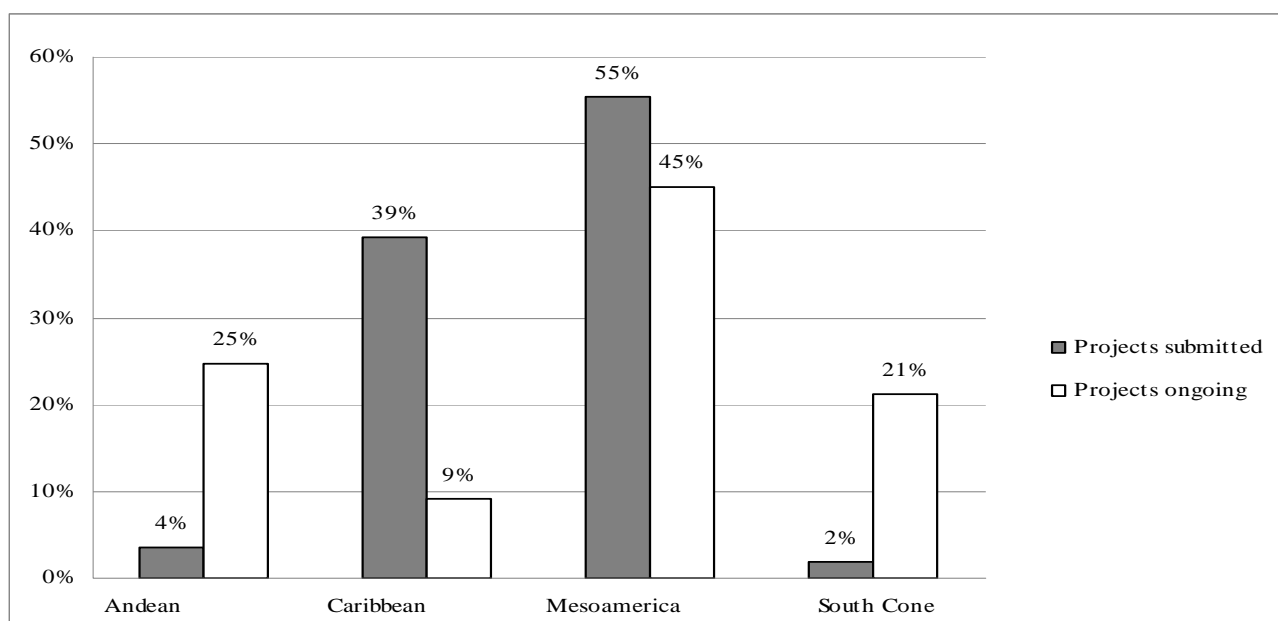
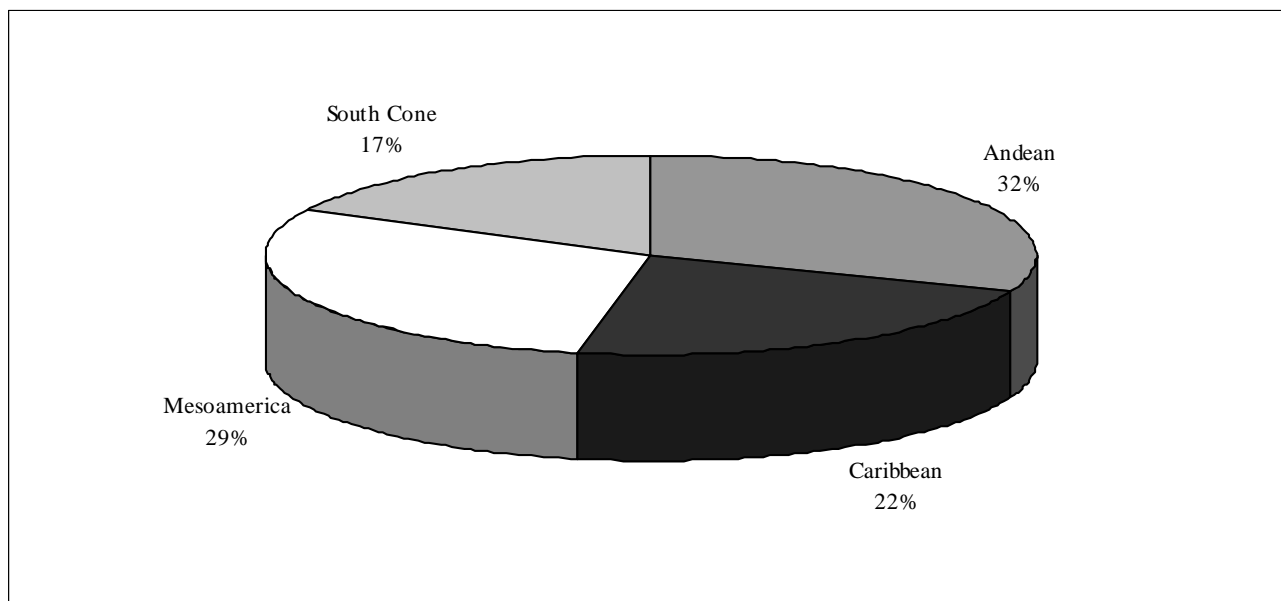
Répartition des propositions de projet soumises (en attente) et en cours (en pourcentage) (Amérique latine et Caraïbes)

Figure 35
Répartition des montants levés (en pourcentage) (Amérique latine et Caraïbes)



d) *Méditerranée septentrionale*

79. Deux pays seulement ont renseigné cet indicateur. Ils ont fait part de 13 projets en cours et de 18 projets soumis, et les fonds levés ont excédé 15 millions de dollars.

Tableau 52

Nombre de propositions de projet soumises (en attente) et en cours (Méditerranée septentrionale)

Region	Submitted	Ongoing	Total amount of ongoing projects (US\$ million)
NMED (total)	18	13	15 102

e) *Europe centrale et orientale*

80. Six des neuf pays ayant soumis un rapport ont renseigné cet indicateur. Ils ont fait part de 44 projets en cours et de 26 projets soumis. L'Arménie représente 73 % de l'ensemble des projets soumis. Les pays ont déclaré avoir levé des fonds d'un montant supérieur à 1,7 milliard de dollars, dont les deux tiers par la Roumanie.

Tableau 53

Nombre de propositions de projet soumises (en attente) et en cours (Europe centrale et orientale)

Region	Submitted	Ongoing	Total amount of ongoing projects (Million USD)
CEE (total)	26	44	1 735.772

2. Contribution nationale à la réalisation de l'objectif

Une croissance régulière du nombre de propositions de projet liées à la DDTS auxquelles il a été donné suite est enregistrée au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie.

(Voir décision 13/COP.9, annexe III, indicateur de résultats CONS-O-17, objectif.)

a) Afrique

81. Seuls six pays africains pensent avoir mobilisé suffisamment de ressources auprès d'institutions financières, d'instruments et de fonds internationaux via des propositions de projet soumises auxquelles il a été donné suite. Tous les autres pays (trois n'ont pas répondu) prévoient de redoubler d'efforts dans la présentation de propositions de projet à ces institutions. Aucun pays n'a indiqué qu'il ne prévoyait pas de le faire.

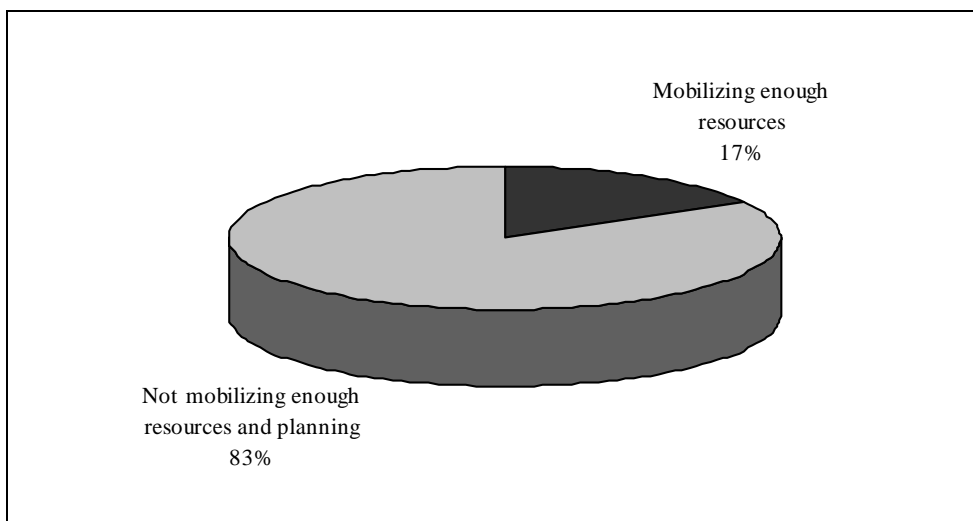
Tableau 54

Situation en matière de mobilisation de ressources, et projets à cet égard (Afrique)

<i>Subregion</i>	<i>Mobilizing enough resources</i>	<i>Not mobilizing enough resources and planning to mobilize them</i>
Central Africa	1	5
Eastern Africa	1	3
Northern Africa	1	1
Southern Africa	1	5
Western Africa	2	7
Africa (total)	6	21

Figure 36

Situation en matière de mobilisation de ressources, et projets à cet égard (Afrique)



b) Asie

82. Sur les 23 pays qui ont répondu, cinq (soit 22 %) ont indiqué qu'ils mobilisaient suffisamment de ressources et les 18 autres pays (78 %) ont indiqué qu'ils ne le faisaient pas, mais envisageaient de présenter de nouvelles propositions. Aucun pays de la région n'a

indiqué qu'il n'avait pas mobilisé suffisamment de ressources et ne prévoyait pas de présenter d'autre proposition.

83. Aucun pays du Pacifique ou de l'Asie du Sud n'a estimé qu'il mobilisait suffisamment de ressources. Il en est de même pour les pays de l'Asie de l'Est, bien que ceux-ci aient levé des montants considérables (environ 80 % de l'ensemble des ressources mises à disposition dans le monde).

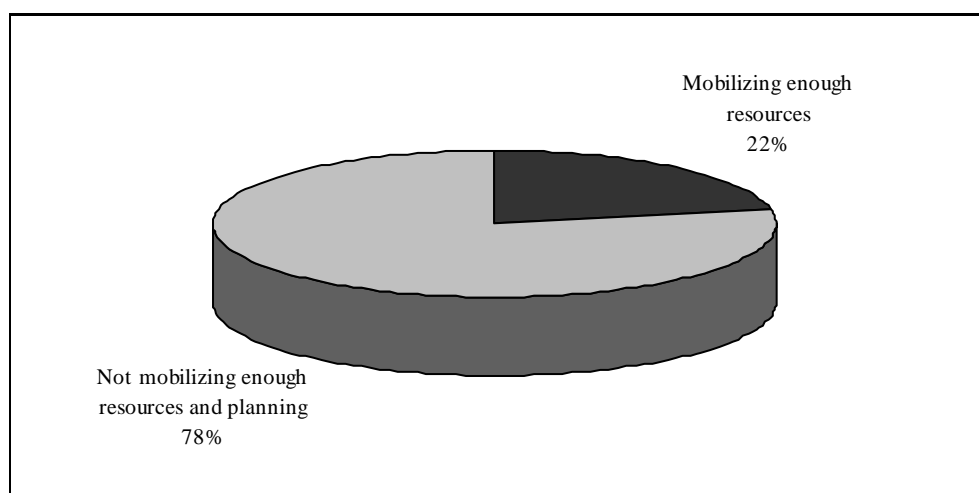
Tableau 55

Situation en matière de mobilisation de ressources, et projets à cet égard (Asie)

<i>Subregion</i>	<i>Mobilizing enough resources</i>	<i>Not mobilizing enough resources and planning to mobilize them</i>
Central Asia	2	1
East Asia	0	2
Pacific	0	3
South Asia	0	4
South East Asia	1	3
West Asia	2	5
Asia (total)	5	18

Figure 37

Situation en matière de mobilisation de ressources, et projets à cet égard (Asie)



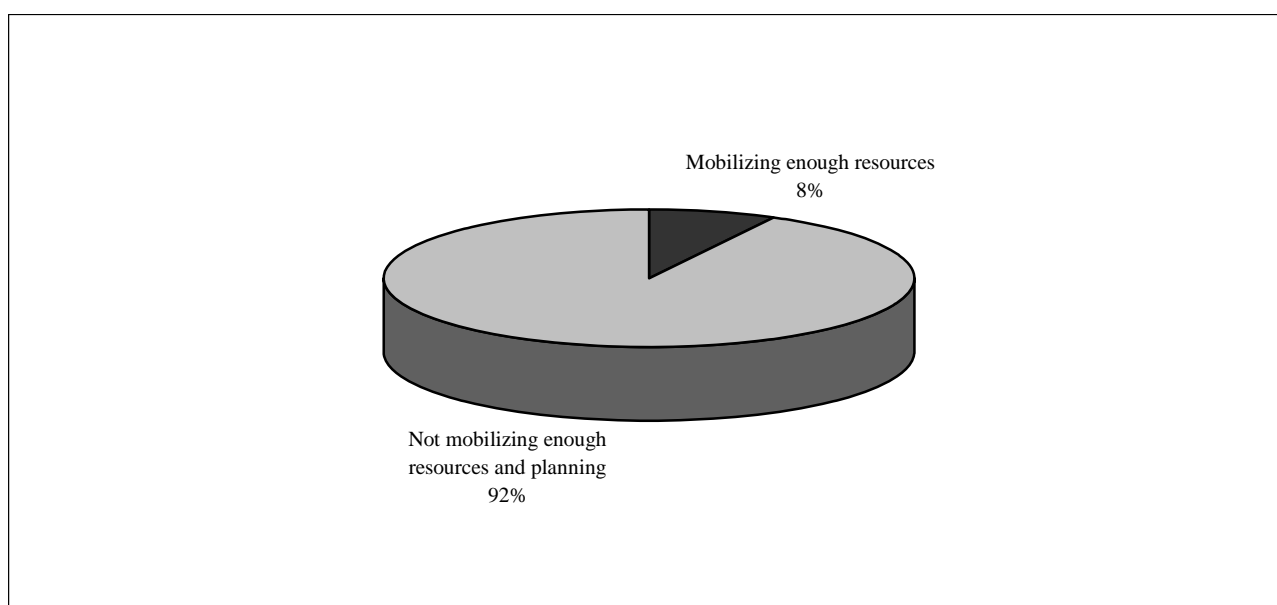
c) *Amérique latine et Caraïbes*

84. Des données communiquées dans les rapports sur l'Amérique latine et les Caraïbes il ressort que tous les pays ayant répondu à la question estimaient au moment de l'établissement de leur rapport qu'ils ne mobilisaient pas suffisamment de ressources, à l'exception d'un pays des Caraïbes (qui toutefois n'a pas renseigné sur les projets en cours et les fonds levés). Tous les pays ayant estimé qu'ils ne mobilisaient pas suffisamment de ressources prévoyaient de présenter de nouvelles propositions.

Tableau 56
Situation en matière de mobilisation de ressources, et projets à cet égard (Amérique latine et Caraïbes)

<i>Subregion</i>	<i>Mobilizing enough resources</i>	<i>Not mobilizing enough resources and planning to mobilize them</i>
Andean	0	3
Caribbean	1	4
Mesoamerica	0	3
South Cone	0	2
LAC (total)	1	12

Figure 38
Situation en matière de mobilisation de ressources, et projets à cet égard (Amérique latine et Caraïbes)



d) Méditerranée septentrionale

85. Trois pays ont répondu à cette question. Tous ont indiqué qu'ils estimaient ne pas avoir levé suffisamment de ressources et qu'ils prévoyaient de redoubler d'efforts à l'avenir.

e) Europe centrale et orientale

86. Deux pays d'Europe centrale et orientale ont estimé qu'ils avaient mobilisé des ressources en quantité suffisante, et cinq ont fait part d'un avis contraire (deux n'ont pas répondu à la question). Les cinq pays prévoient de redoubler d'efforts à l'avenir.

C. Fonds pour l'environnement mondial

87. Pour cet indicateur de résultats, le FEM a fait part de l'approbation qu'il avait donnée pour 8 propositions de projet liées à la DDTS en Afrique, représentant un montant

de 54,5 millions de dollars, 18 propositions de projet en Asie, d'un montant de 83,46 millions de dollars, 3 propositions de projet en Amérique latine et aux Caraïbes, d'un montant de 33,41 millions de dollars, et 2 propositions de projet en Europe centrale et orientale, d'un montant de 4,95 millions de dollars. Le Fonds a renvoyé à son Système d'information sur la gestion des projets pour le descriptif détaillé de tous les projets approuvés⁵.

VI. Indicateur de résultats CONS-O-18 du résultat 5.5

Montant des ressources financières et type de mesures d'incitation facilitant l'accès aux technologies par les pays touchés parties.

(Voir CONS-O-18 dans la décision 13/COP.9, annexe III.)

A. Analyse au plan mondial

1. Estimation des montants affectés à la facilitation du transfert de technologie

88. Près de 2 milliards de dollars des États-Unis ont été affectés à la facilitation du transfert de technologie au cours de la période à l'examen, ce qui correspond à 10 % du montant levé auprès d'institutions multilatérales en faveur de projets relatifs à la DDTS au cours de l'exercice biennal, ou presque 50 % de plus que le montant total de l'aide bilatérale au cours de la même période.

89. L'aide matérielle a été au moins quatre fois plus élevée que l'aide intellectuelle (1 milliard 622 millions de dollars, contre 364 millions).

90. Si l'Asie prédomine nettement en termes d'aide intellectuelle pour les deux années à l'examen, et en termes d'aide matérielle en 2009, c'est l'Europe centrale et orientale qui a affecté le montant le plus élevé de ressources pour la facilitation de l'aide matérielle en 2008. Les écarts entre régions sont considérables, essentiellement parce que certains pays de régions données ont engrangé une part imposante du total de leur région. Cela doit inciter à la plus grande prudence dans l'interprétation des données.

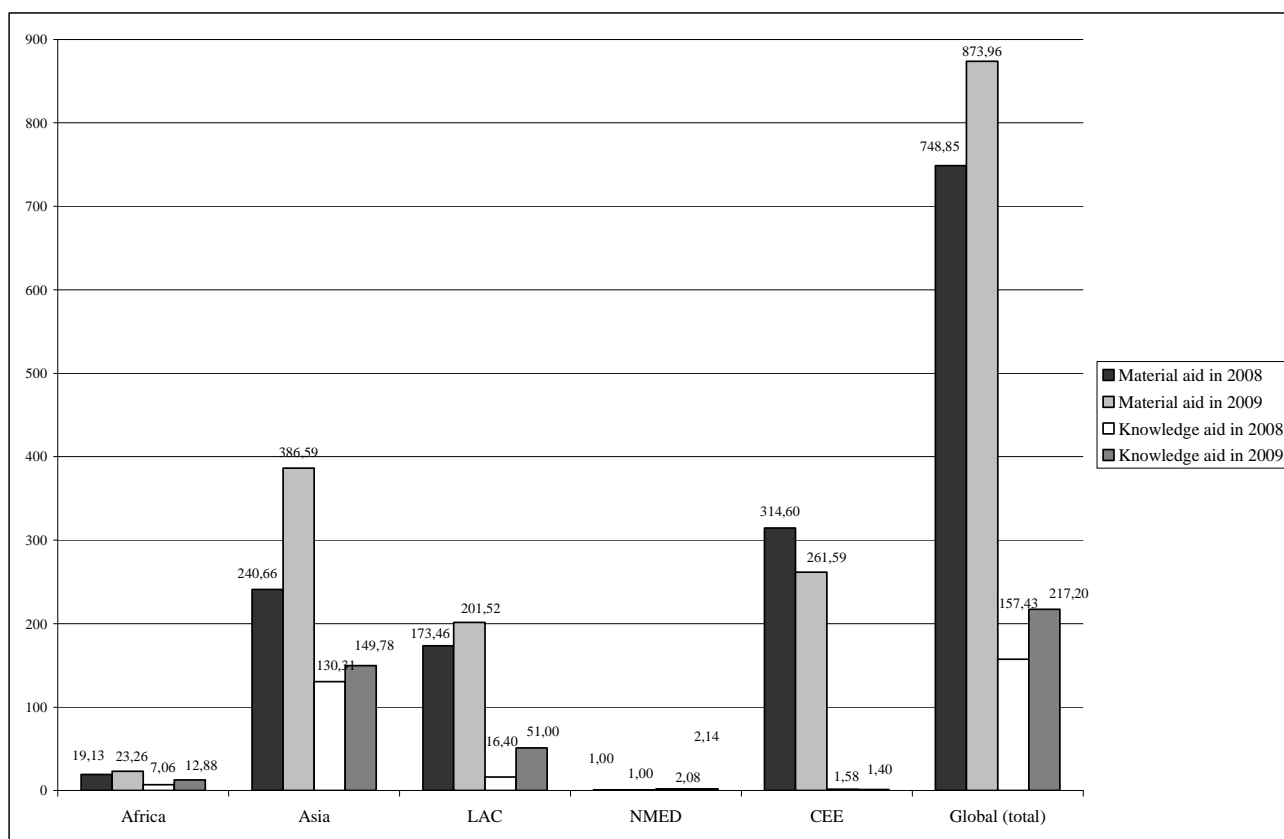
Tableau 57

Estimation des montants affectés à la facilitation du transfert de technologie (en millions de dollars É.-U.) (au plan mondial)

<i>Region</i>	<i>Material aid in 2008</i>	<i>Material aid in 2009</i>	<i>Knowledge aid in 2008</i>	<i>Knowledge aid in 2009</i>
Africa	19.13	23.26	7.06	12.88
Asia	240.66	386.59	130.31	149.78
LAC	173.46	201.52	16.40	51.00
NMED	1.00	1.00	2.08	2.14
CEE	314.60	261.59	1.58	1.40
Global (total)	748.85	873.96	157.43	217.20

⁵ Des difficultés liées à la disponibilité des données au secrétariat du FEM ont empêché le Fonds de fournir de plus amples détails.

Figure 40
Estimation des montants affectés à la facilitation du transfert de technologie
 (en millions de dollars É.-U.) (au plan mondial)



91. Les pays où ont été mises en place des mesures d'incitation visant à faciliter l'accès aux technologies sont deux fois plus nombreux que ceux où aucune mesure de ce type n'a été prise. L'Europe centrale et orientale est la seule région comptant plus de pays sans mesures d'incitation en place. Les mesures d'incitation politiques ou réglementaires et les mesures d'incitation financières ont prédominé à l'échelle mondiale.

Tableau 58

Nombre de pays ayant mis en place des mesures d'incitation visant à faciliter l'accès aux technologies, et type des mesures en place (au plan mondial)

Region	No incentives	Incentives established	Policy or regulatory incentives	Financial incentives	
				Fiscal incentives	
Africa	3	13	9	8	5
Asia	3	10	8	5	5
LAC	5	8	2	6	2
NMED	2	2	2	2	1
CEE	4	2	2	2	0
Global (total)	17	35	23	23	13

2. Contribution nationale à la réalisation de l'objectif

Une croissance régulière des ressources financières affectées à la facilitation de l'accès aux technologies par les pays touchés est enregistrée au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie.

Une croissance régulière du nombre de mesures d'incitation économiques et politiques déclarées est enregistrée au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie.

(Voir ICCD/CRIC(9)/INF.2, sect. II.C.14, modèle établi pour CONS-O-18.)

92. Le premier objectif de cet indicateur est lié à la croissance des ressources financières affectées à la facilitation de l'accès aux technologies par les pays parties touchés. Le taux de croissance entre 2008 et 2009 a été de 20,4 % pour l'ensemble des pays parties touchés, ce qui est un excellent résultat. Quatre régions ont enregistré une augmentation allant de 2 % en Méditerranée septentrionale à 45 % en Asie. Seule l'Europe centrale et orientale a connu une baisse de 17 %.

93. La grande majorité des pays parties touchés (77 %) estiment les ressources affectées à la facilitation du transfert de technologie insuffisantes et un plus grand nombre encore prévoient soit de créer des mesures d'incitation soit de renforcer les mesures déjà en place, ce à moyen terme pour la plupart. Les éléments dont on dispose semblent indiquer que ce premier objectif pourra être atteint.

94. Le second objectif concerne la croissance du nombre de pays parties touchés disposant de mesures d'incitation économiques et politiques. On a recensé 35 pays dans ce cas au cours de la période 2008-2009 à l'examen. Le prochain cycle de notification révélera si ce nombre croît. Sachant que 57 pays prévoient d'instaurer ou de renforcer des mesures d'incitation, ce second objectif devrait pouvoir être atteint.

Tableau 59

Évaluation de l'adéquation des ressources affectées via des programmes et projets se rapportant à la DDTs à la facilitation de l'accès aux technologies (au plan mondial)

<i>Region</i>	<i>Yes</i>	<i>No</i>
Africa	6	17
Asia	5	19
LAC	3	10
NMED	0	3
CEE	2	5
Global (total)	16	54

Tableau 60

État des mesures d'incitation en faveur du transfert de technologie, et projets à cet égard (au plan mondial)

<i>Region</i>	<i>No plans to enforce additional measures</i>	<i>Plans to enforce additional measures</i>	<i>Plans for</i>			
			<i>2010-2011</i>	<i>2012-2013</i>	<i>2014-2015</i>	<i>2016-2017</i>
Africa	3	18	5	8	4	1
Asia	3	20	6	9	4	0
LAC	2	11	5	4	2	0

Region	No plans to enforce additional measures	Plans to enforce additional measures	Plans for			
			2010-2011	2012-2013	2014-2015	2016-2017
NMED	0	3	1	1	1	0
CEE	0	5	0	4	1	0
Global (total)	8	57	17	26	12	1

B. Pays parties touchés (analyse aux plans sous-régional et régional)

1. Estimation des montants affectés à la facilitation du transfert de technologie

a) Afrique

95. Plus de 26 millions de dollars des États-Unis ont été affectés en 2008 à la facilitation du transfert de technologie en Afrique, et plus de 36 millions de dollars l'ont été en 2009, soit une augmentation de 38 % entre les deux années. L'augmentation la plus importante a été constatée en Afrique de l'Ouest (1 300 %), tandis que le montant affecté perdait 55 % en Afrique de l'Est. Le montant de l'aide matérielle a représenté plus du double de celui de l'aide intellectuelle en 2008 comme en 2009.

96. Les montants affectés à la facilitation du transfert de technologie destinés à l'aide matérielle sont passés de 19,1 millions de dollars en 2008 à 23,3 millions en 2009 (soit une augmentation de 22 %). L'augmentation la plus forte a été enregistrée en Afrique de l'Ouest (1 800 %)⁶, tandis qu'en Afrique de l'Est le montant perdait 61 %. L'Afrique du Nord a enregistré les meilleurs résultats en termes de montants mobilisés.

97. Le montant total affecté à la facilitation du transfert de technologie destiné à l'aide intellectuelle est passé de 7 millions de dollars en 2008 à 12,9 millions en 2009, soit une augmentation de 82 %. L'augmentation la plus forte a été enregistrée en Afrique australe (111 %), qui détient aussi le record des montants mobilisés.

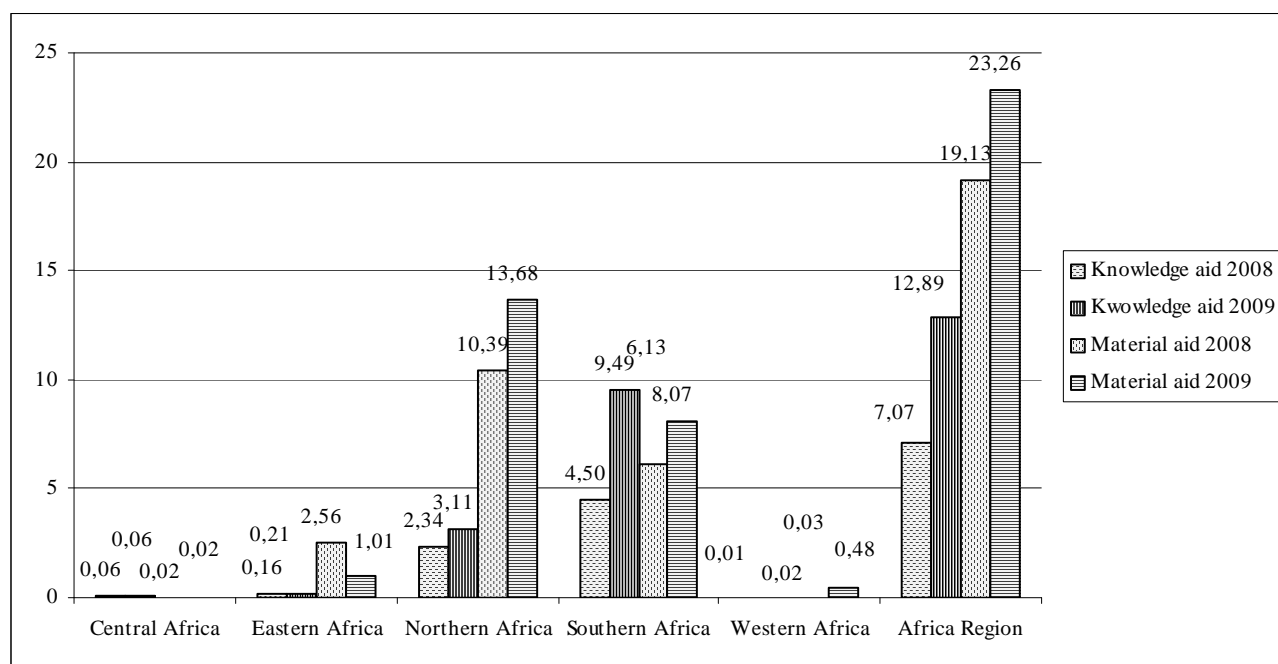
Tableau 61

Estimation des montants affectés à la facilitation du transfert de technologie (en millions de dollars É.-U.) (Afrique)

Subregion	Material aid in 2008	Material aid in 2009	Knowledge aid in 2008	Knowledge aid in 2009
Central Africa	0.02	0.02	0.06	0.06
Eastern Africa	2.56	1.01	0.16	0.21
Northern Africa	10.39	13.68	2.34	3.11
Southern Africa	6.13	8.07	4.50	9.49
Western Africa	0.03	0.48	0.01	0.02
Africa (total)	19.13	23.26	7.07	12.89

⁶ Il convient de signaler que ce montant revient à un seul pays.

Figure 41
**Estimation des montants affectés à la facilitation du transfert de technologie
(en millions de dollars É.-U.) (Afrique)**



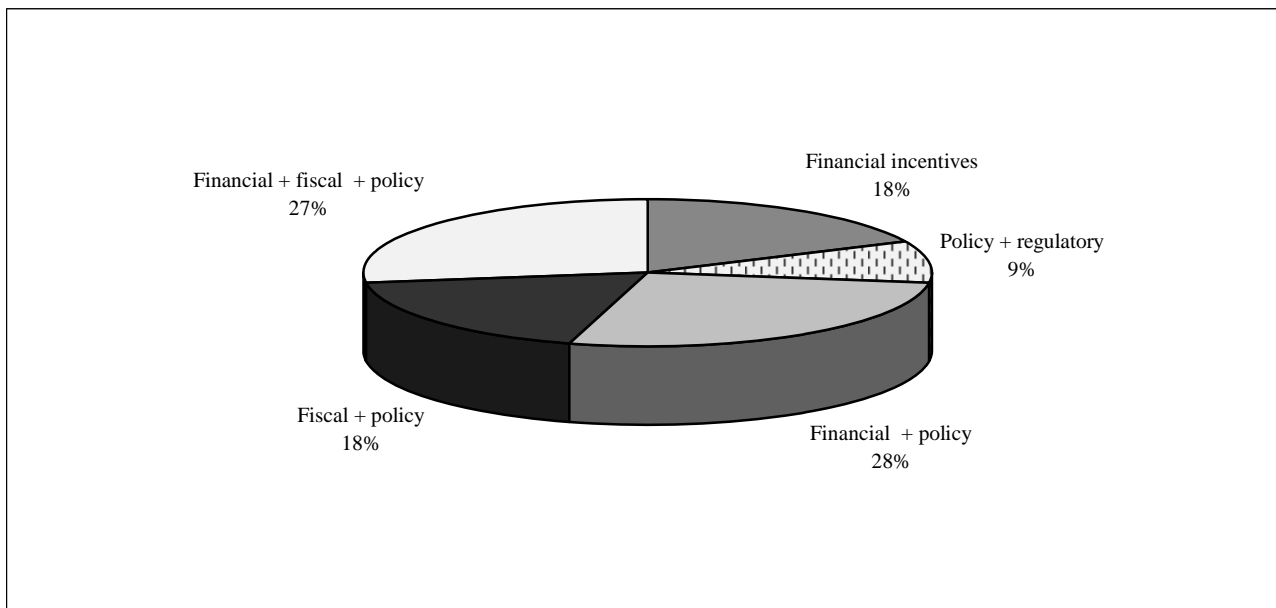
98. Seuls quelques rares pays (trois) ont indiqué ne pas avoir mis en place de mesures d'incitation visant à faciliter l'accès aux technologies, alors que 13 ont fait part de telles initiatives. Toutefois, 14 pays n'ont pas répondu à la question. Les mesures d'incitation ont été essentiellement d'ordre politique ou réglementaire et de type financier; dans la plupart des cas elles étaient de plusieurs types à la fois.

Tableau 62

Nombre de pays ayant mis en place des mesures d'incitation visant à faciliter l'accès aux technologies, et type des mesures en place (Afrique)

Subregion	No incentives	Incentives established	Policy or regulatory incentives		Financial incentives	
						Fiscal incentives
Central Africa	1	1	1		0	0
Eastern Africa	0	3	2		1	1
Northern Africa	0	1	0		1	0
Southern Africa	1	3	2		3	1
Western Africa	1	5	4		3	3
Africa (total)	3	13	9		8	5

Figure 42
Types de mesures en place visant à faciliter l'accès aux technologies (Afrique)



b) *Asie*

99. L'Asie a fait part de 907,34 millions de dollars affectés à la facilitation du transfert de technologie en 2008-2009. Plus de 370 millions y ont été affectés en 2008 et plus de 536 millions en 2009, soit 45 % de plus en 2009. La croissance de l'aide matérielle entre 2008 et 2009 a atteint 61 %, tandis que celle relative à l'aide intellectuelle n'était que de 15 %. La croissance la plus rapide a été constatée en Asie du Sud-Est, tandis que l'Asie de l'Est et le Pacifique ont enregistré un recul de 13 % et 11 % respectivement. Comme en Afrique, l'aide matérielle l'a nettement emporté sur l'aide intellectuelle.

100. Il est intéressant de relever l'affectation importante de ressources au Viet Nam (492,3 millions de dollars), représentant plus de la moitié des montants affectés pour l'ensemble de la région. Il convient également de signaler que 86 % de ce montant est allé à l'aide matérielle. En outre, la République islamique d'Iran a fait état d'une affectation de 207,02 millions de dollars.

101. À l'échelon sous-régional, l'Asie du Sud-Est a affecté la plus grande part des ressources (60 %), suivie de l'Asie occidentale (33 %), ce qui correspond au montant important de ressources affectées au Viet Nam et en République islamique d'Iran. Les sous-régions de l'Asie de l'Est et du Pacifique ont fait part de pourcentages très modestes.

Tableau 63

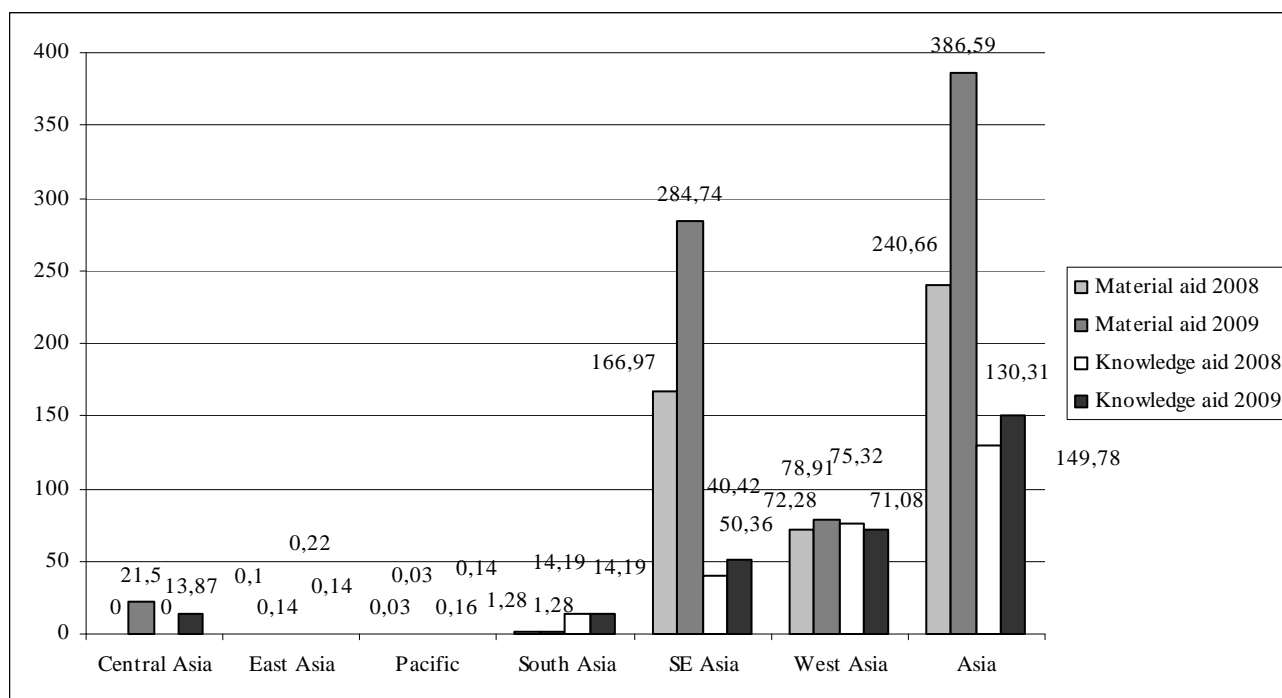
Estimation des montants affectés à la facilitation du transfert de technologie (en millions de dollars É.-U.) (Asie)

Subregion	Material aid in 2008	Material aid in 2009	Knowledge aid in 2008	Knowledge aid in 2009
Central Asia	0	21.5	0	13.87
East Asia	0.1	0.14	0.22	0.14
Pacific	0.03	0.03	0.16	0.14
South Asia	1.28	1.28	14.19	14.19

Subregion	Material aid in 2008	Material aid in 2009	Knowledge aid in 2008	Knowledge aid in 2009
South East Asia	166.97	284.74	40.42	50.36
West Asia	72.28	78.91	75.32	71.08
Asia (total)	240.66	386.59	130.31	149.78

Figure 43

**Estimation des montants affectés à la facilitation du transfert de technologie
(en millions de dollars É.-U.) (Asie)**

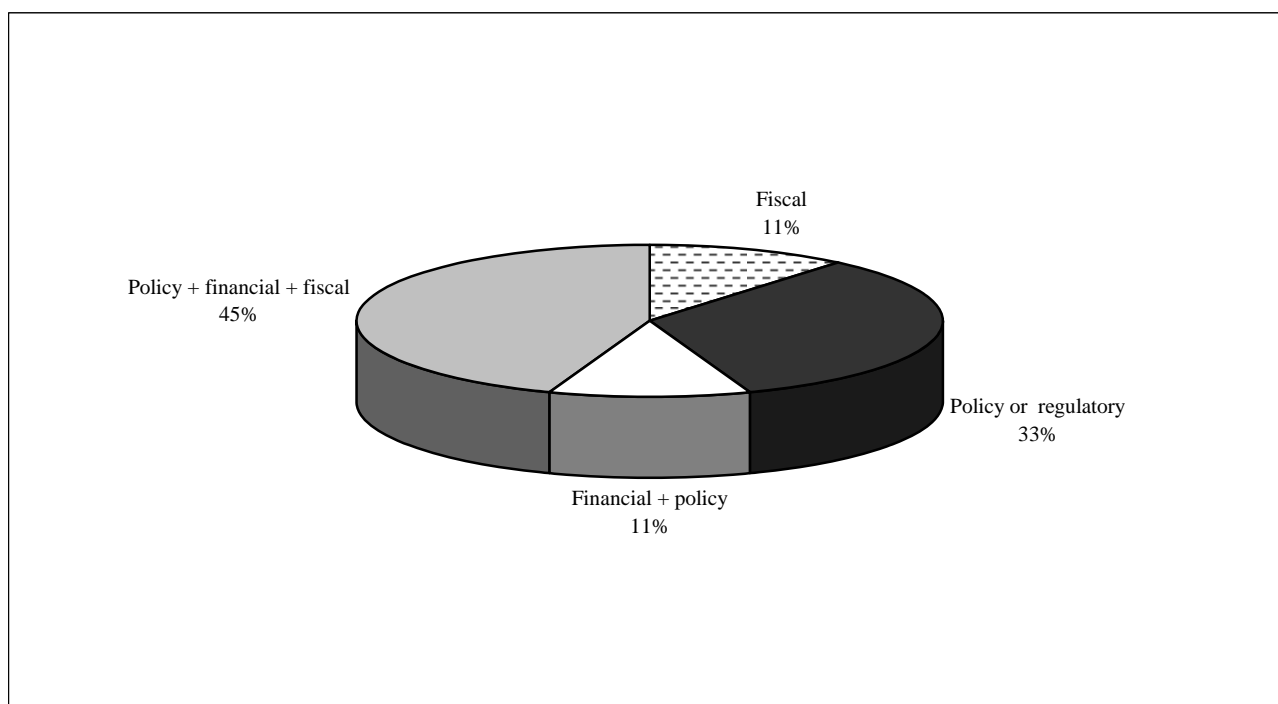


104. En ce qui concerne le type des mesures visant à faciliter l'accès aux technologies, seuls 10 (soit 32 %) des 28 pays de la région asiatique ayant soumis un rapport national ont déclaré avoir mis en place un type de mesures incitatives ou une combinaison de plusieurs types de ces mesures (financières, fiscales et politiques ou réglementaires). Quinze pays toutefois n'ont pas répondu à la question. Quatre pays ont mis en place les trois catégories de mesures et un pays a mis en place des mesures à la fois politiques/réglementaires et financières. Trois pays ont indiqué n'avoir mis en place que des mesures politiques/réglementaires pour faciliter l'accès aux technologies, tandis qu'un pays n'a mis en place que des mesures d'incitation fiscale. D'une manière générale, les mesures de type politique/réglementaire ont été les plus courantes.

Tableau 64
Nombre de pays ayant mis en place des mesures d'incitation visant à faciliter l'accès aux technologies, et type des mesures en place (Asie)

<i>Subregion</i>	<i>No incentives</i>	<i>Incentives established</i>	<i>Policy or regulatory incentives</i>	<i>Financial incentives</i>	<i>Fiscal incentives</i>
Central Asia	0	2	2	1	0
East Asia	0	1	1	1	1
Pacific	1	1	1	0	0
South Asia	0	2	1	1	1
South East Asia	1	2	1	0	1
West Asia	1	2	2	2	2
Asia (total)	3	10	8	5	5

Figure 44
Types de mesures en place visant à faciliter l'accès aux technologies (Asie)



c) *Amérique latine et Caraïbes*

105. Les pays de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes ont fait part de plus de 440 millions de dollars affectés à la facilitation du transfert de technologie au cours de l'exercice biennal 2008-2009. Une proportion de 85 % est allée à l'aide matérielle, les 15 % restants ayant été destinés à l'aide intellectuelle. Globalement, la croissance de l'aide a été assez importante: 33 %. Toutefois, celle de l'aide matérielle n'a été que de 16 %, tandis que celle de l'aide intellectuelle atteignait 211 %.

106. Les pays du cône Sud (le Chili en particulier) ont représenté 95 % de la totalité de l'aide de la région. Le taux de croissance a culminé dans les pays de la région andine (146 %) tandis que le montant affecté perdait 6 % dans les Caraïbes.

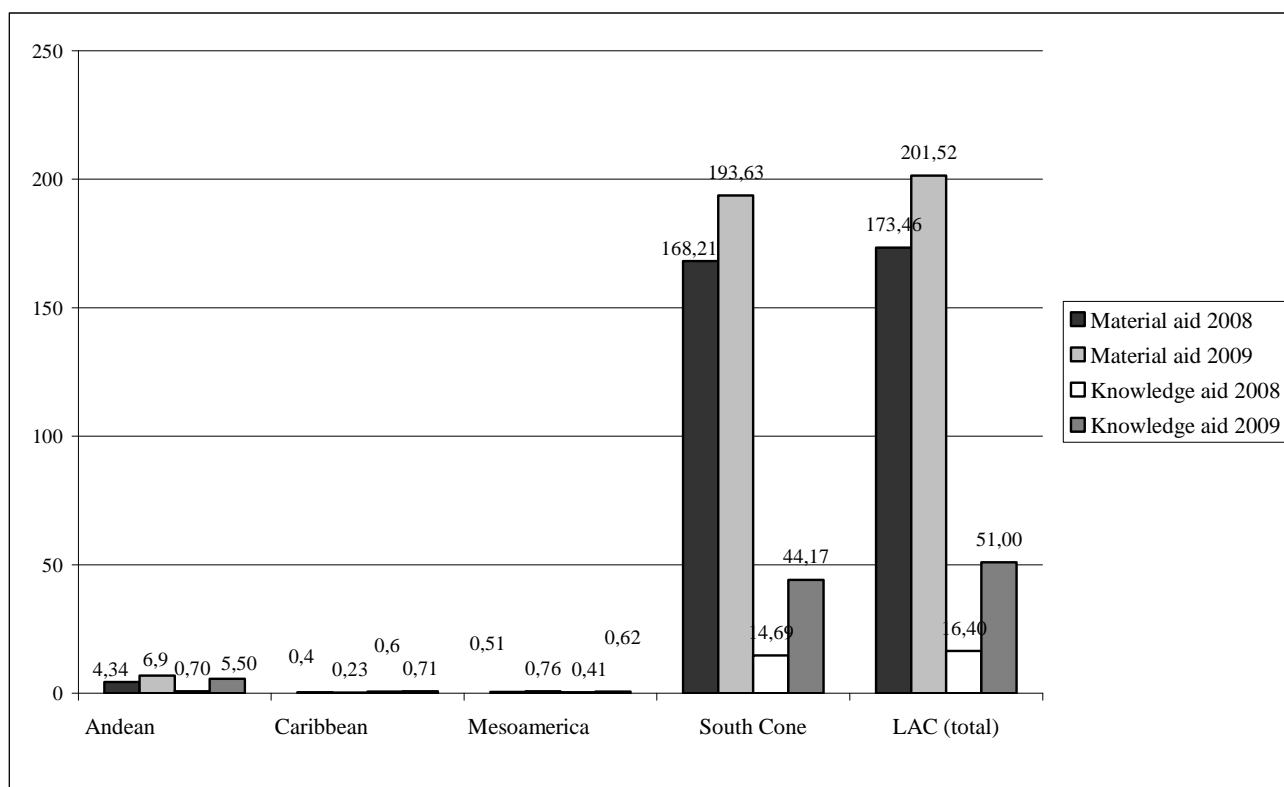
Tableau 65

**Estimation des montants affectés à la facilitation du transfert de technologie
(en millions de dollars É.-U.) (Amérique latine et Caraïbes)**

<i>Subregion</i>	<i>Material aid in 2008</i>	<i>Material aid in 2009</i>	<i>Knowledge aid in 2008</i>	<i>Knowledge aid in 2009</i>
Andean	4.34	6.90	0.70	5.50
Caribbean	0.40	0.23	0.60	0.71
Mesoamerica	0.51	0.76	0.41	0.62
South Cone	168.21	193.63	14.69	44.17
LAC (total)	173.46	201.52	16.40	51.00

Figure 45

**Estimation des montants affectés à la facilitation du transfert de technologie
(en millions de dollars des É.-U.) (Amérique latine et Caraïbes)**



107. Huit pays ont mis en place des mesures d'incitation visant à faciliter l'accès aux technologies, et cinq ne l'ont pas fait. Quatre pays n'ont pas répondu à la question. Les mesures d'incitation ont été surtout d'ordre financier.

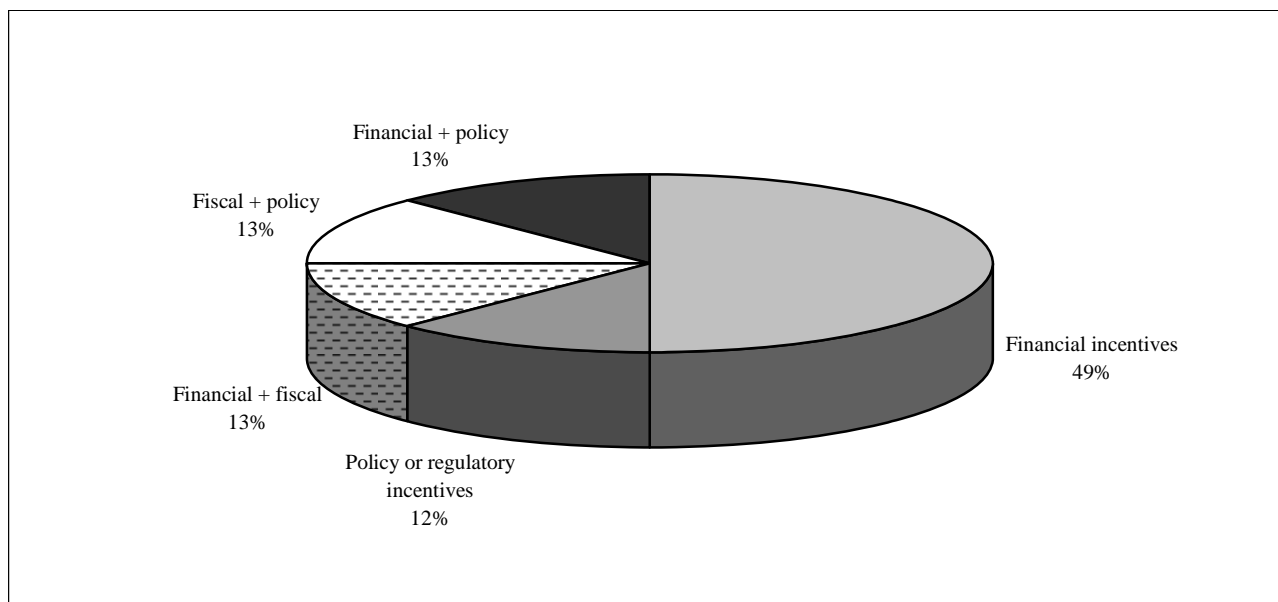
Tableau 66

Nombre de pays ayant mis en place des mesures d'incitation visant à faciliter l'accès aux technologies, et type des mesures en place (Amérique latine et Caraïbes)

<i>Subregion</i>	<i>No incentives</i>	<i>Incentives established</i>	<i>Policy or regulatory incentives</i>	<i>Financial incentives</i>	<i>Fiscal incentives</i>
Andean	2	1	0	1	0
Caribbean	2	3	1	2	1
Mesoamerica	0	3	1	2	1
South Cone	1	1	0	1	0
LAC (total)	5	8	2	6	2

Figure 46

Types de mesures en place visant à faciliter l'accès aux technologies (Amérique latine et Caraïbes)



d) *Méditerranée septentrionale*

108. Environ 6,2 millions de dollars ont été affectés à la facilitation du transfert de technologie au cours de l'exercice biennal 2008-2009. La croissance entre 2008 et 2009 a été de 2 %. L'aide intellectuelle a été plus importante que l'aide matérielle.

Tableau 67

Estimation des montants affectés à la facilitation du transfert de technologie (en millions de dollars É.-U.) (Méditerranée septentrionale)

<i>Region</i>	<i>Material aid in 2008</i>	<i>Material aid in 2009</i>	<i>Knowledge aid in 2008</i>	<i>Knowledge aid in 2009</i>
NMED (total)	1.00	1.00	2.08	2.14

109. Quatre pays ont répondu à la question, un s'est abstenu. Deux pays ont fait part de l'existence de mesures d'incitation: l'un d'eux dispose de mesures politiques/réglementaires et de mesures financières, l'autre d'une combinaison des trois types de mesures d'incitation.

Tableau 68

Nombre de pays ayant mis en place des mesures d'incitation visant à faciliter l'accès aux technologies, et type des mesures en place (Méditerranée septentrionale)

<i>Region</i>	<i>No incentives</i>	<i>Incentives established</i>	<i>Policy or regulatory incentives</i>	<i>Financial incentives</i>	<i>Fiscal incentives</i>
NMED (total)	2	2	2	2	1

e) *Europe centrale et orientale*

110. Des ressources conséquentes ont été affectées à la facilitation du transfert de technologie en Europe centrale et orientale, correspondant pour la majeure partie aux montants de la Roumanie. L'aide matérielle a très largement prédominé par rapport à l'aide intellectuelle. On a constaté une baisse de 17 % des montants affectés entre 2008 et 2009, principalement due aux variations des taux de change entre l'euro et le dollar des États-Unis.

Tableau 69

Estimation des montants affectés à la facilitation du transfert de technologie (en millions de dollars É.-U.) (Europe centrale et orientale)

<i>Region</i>	<i>Material aid in 2008</i>	<i>Material aid in 2009</i>	<i>Knowledge aid in 2008</i>	<i>Knowledge aid in 2009</i>
CEE (total)	314.60	261.59	1.58	1.40

111. Deux pays ont mis en place des mesures d'incitation visant à faciliter le transfert de technologie, tous deux ayant recouru à une combinaison de mesures financières et politiques/réglementaires.

Tableau 70

Nombre de pays ayant mis en place des mesures d'incitation visant à faciliter l'accès aux technologies, et type des mesures en place (Europe centrale et orientale)

<i>Region</i>	<i>No incentives</i>	<i>Incentives established</i>	<i>Policy or regulatory incentives</i>	<i>Financial incentives</i>	<i>Fiscal incentives</i>
CEE (total)	4	2	2	2	0

2. Contribution nationale à la réalisation de l'objectif

Une croissance régulière des ressources financières affectées à la facilitation de l'accès aux technologies par les pays touchés est enregistrée au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie.

Une croissance régulière du nombre de mesures d'incitation économiques et politiques déclarées est enregistrée au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie.

(Voir ICCD/CRIC(9)/INF.2, sect. II.C.14, modèle établi pour CONS-O-18.)

a) *Afrique*

112. La grande majorité des pays africains jugent insuffisantes les ressources affectées via des projets et programmes se rapportant à la DDTS visant à faciliter l'accès aux technologies (17 des 23 pays ayant répondu à la question, soit 74 %).

Tableau 71

Évaluation de l'adéquation des ressources affectées via des programmes et projets se rapportant à la DDTS à la facilitation de l'accès aux technologies (Afrique)

<i>Subregion</i>	<i>Yes</i>	<i>No</i>
Central Africa	1	4
Eastern Africa	2	2
Northern Africa	1	1
Southern Africa	1	3
Western Africa	1	7
Africa (total)	6	17

113. Dix-huit pays africains envisagent de mettre en place de nouvelles mesures afin de faciliter la création de conditions propices au transfert de technologie, au cours de l'exercice biennal 2012-2013 pour la plupart.

Tableau 72

État des mesures d'incitation en faveur du transfert de technologie, et projets à cet égard (Afrique)

<i>Subregion</i>	<i>No plans to enforce additional measures</i>	<i>Plans to enforce additional measures</i>	<i>Plans for</i>			
			<i>2010-2011</i>	<i>2012-2013</i>	<i>2014-2015</i>	<i>2016-2017</i>
Central Africa	1	4	3	1	0	0
Eastern Africa	0	4	1	2	1	0
Northern Africa	0	1	0	1	0	0
Southern Africa	0	3	0	1	1	1
Western Africa	2	6	1	3	2	0
Africa (total)	3	18	5	8	4	1

b) *Asie*

114. Cinq pays seulement (21 % environ) des 24 pays de la région ayant répondu à la question ont jugé suffisantes les ressources affectées via des programmes et projets se rapportant à la DDTS visant à faciliter l'accès aux technologies. Près de 80 % des pays estiment que ces ressources ont été insuffisantes.

Tableau 73

Évaluation de l'adéquation des ressources affectées via des programmes et projets se rapportant à la DDTS à la facilitation de l'accès aux technologies (Asie)

<i>Subregion</i>	<i>Yes</i>	<i>No</i>
Central Asia	1	2
East Asia	0	2
Pacific	2	2
South Asia	0	3
South East Asia	0	5
West Asia	2	5
Asia (total)	5	19

115. Vingt pays (87 % environ des 23 pays de la région ayant répondu à la question) envisagent d'instaurer de nouvelles mesures. Comme en Afrique, la majorité de ces pays l'envisagent à moyen terme plutôt qu'à court terme.

Tableau 74

État des mesures d'incitation en faveur du transfert de technologie, et projets à cet égard (Asie)

<i>Subregion</i>	<i>No plans to enforce additional measures</i>	<i>Plans to enforce additional measures</i>	<i>Plans for</i>			
			<i>2010-20 11</i>	<i>2012-2013</i>	<i>2014-2015</i>	<i>2016-2017</i>
Central Asia	0	2	2	0	0	0
East Asia	0	2	0	2	0	0
Pacific	0	4	3	1	0	0
South Asia	1	2	0	1	1	0
South East Asia	1	4	1	1	1	0
West Asia	1	6	0	4	2	0
Asia (total)	3	20	6	9	4	0

c) *Amérique latine et Caraïbes*

116. Dans la région, 77 % des pays ont jugé insuffisantes les ressources affectées via des programmes et projets se rapportant à la DDTS visant à faciliter l'accès aux technologies, les 23 % restants ayant indiqué qu'au moment de l'établissement de leur rapport les ressources étaient suffisantes. Tous les pays membres de la Communauté andine et les pays d'Amérique centrale ont qualifié les ressources d'insuffisantes. Onze pays prévoient de mettre en place de nouvelles mesures.

Tableau 75

Évaluation de l'adéquation des ressources affectées via des programmes et projets se rapportant à la DDTS à la facilitation de l'accès aux technologies (Amérique latine et Caraïbes)

<i>Subregion</i>	<i>Yes</i>	<i>No</i>
Andean	0	3
Caribbean	2	3
Mesoamerica	0	3
South Cone	1	1
LAC (total)	3	10

Tableau 76

État des mesures d'incitation en faveur du transfert de technologie, et projets à cet égard (Amérique latine et Caraïbes)

<i>Subregion</i>	<i>No plans to enforce additional measures</i>	<i>Plans to enforce additional measures</i>	<i>Plans for</i>			
			<i>2010-2011</i>	<i>2012-2013</i>	<i>2014-2015</i>	<i>2016-2017</i>
Andean	0	3	1	1	1	0
Caribbean	1	4	2	2	0	0
Mesoamerica	1	2	0	1	1	0
South Cone	0	2	2	0	0	0
LAC (total)	2	11	5	4	2	0

d) *Méditerranée septentrionale*

117. En ce qui concerne le montant des ressources affectées au transfert de technologie via des programmes et projets se rapportant à la DDTS, les trois pays ayant répondu à la question ont qualifié les ressources affectées d'insuffisantes et tous trois prévoient de redoubler d'efforts pour créer de nouvelles mesures d'incitation.

Tableau 77

État des mesures d'incitation en faveur du transfert de technologie, et projets à cet égard (Méditerranée septentrionale)

<i>Subregion</i>	<i>No plans to enforce additional measures</i>	<i>Plans to enforce additional measures</i>	<i>Plans for</i>			
			<i>2010-2011</i>	<i>2012-2013</i>	<i>2014-2015</i>	<i>2016-2017</i>
NMED (total)	0	3	1	1	1	0

e) *Europe centrale et orientale*

118. Cinq pays ont jugé insuffisantes les ressources affectées à la facilitation du transfert de technologie. Tous prévoient de mettre en place, à moyen terme essentiellement, des mesures visant à accroître ces ressources.

Tableau 78

Évaluation de l'adéquation des ressources affectées via des programmes et projets se rapportant à la DDTS à la facilitation de l'accès aux technologies (Europe centrale et orientale)

<i>Subregion</i>	<i>Yes</i>	<i>No</i>
CEE (total)	2	5

Tableau 79

État des mesures d'incitation en faveur du transfert de technologie, et projets à cet égard (Europe centrale et orientale)

<i>Subregion</i>	<i>No plans to enforce additional measures</i>	<i>Plans to enforce additional measures</i>	<i>Plans for</i>			
			<i>2010-2011</i>	<i>2012-2013</i>	<i>2014-2015</i>	<i>2016-2017</i>
CEE (total)	0	5	0	4	1	0

VII. Conclusions

119. L'analyse des données communiquées par les Parties, le FEM et le Mécanisme mondial a permis d'aboutir à des conclusions intéressantes concernant le financement et le transfert de technologie, et elle a confirmé certains constats notoires, formulés de longue date. Il convient de relever que l'objectif opérationnel à l'examen est celui pour lequel le plus grand nombre de pays se sont abstenus de répondre aux questions, ce qui pourrait dénoter d'éventuels problèmes de collecte des données.

120. Seulement 12 pays parties touchés (soit 15 %) ont indiqué disposer d'un cadre d'investissement intégré (CII) à la fin de la période prise en compte, ce cadre étant dans la plupart des cas établi à partir du Plan d'action national; l'Afrique s'est montrée très clairement à l'avant-garde dans ce domaine. Aucune autre région n'a compté plus de deux pays dotés d'un CII, et une région n'en a compté aucun. Bien que la grande majorité des pays aient fait part de leur intention de mettre en place des CII dans les années à venir, des efforts supplémentaires considérables seront manifestement nécessaires pour atteindre l'objectif de 50 % d'ici à 2014. Sept pays développés ont exprimé leur intention d'aider les pays parties touchés à cet égard, mais ils comptent agir exclusivement en Afrique et en Asie, alors que l'Amérique latine et les Caraïbes sont la région qui pourrait tirer le meilleur parti de cette aide. Des initiatives concertées, y compris celles du Mécanisme mondial, sont indispensables à la réalisation de l'objectif défini dans la Stratégie.

121. Les chiffres relatifs au soutien financier apporté aux pays parties touchés sont très révélateurs: si le FEM a contribué à hauteur de 176 millions de dollars, l'aide des partenaires bilatéraux a atteint 1,3 milliard de dollars et celle des organisations multilatérales 28 milliards de dollars. Manifestement, les partenaires multilatéraux sont aussi le prestataire majeur de l'aide dans pratiquement toutes les dimensions de l'assistance fournie aux pays parties touchés, s'agissant en particulier de l'assistance à la mobilisation de fonds bilatéraux.

122. Il serait intéressant d'étudier plus en détail les raisons qui sous-tendent certains chiffres élevés communiqués par les pays parties touchés comme par les pays développés parties. Des perceptions différentes des fonds qui sont rattachés à la DDTS et de ceux qui peuvent être assimilés à l'aide au développement au sens large pourraient fort bien expliquer l'incohérence manifeste des chiffres communiqués par

les différents pays et les différentes régions. Il serait bon aussi de s'interroger sur la raison pour laquelle certains pays développés ont déboursé des montants bien inférieurs aux montants engagés en faveur de l'aide bilatérale aux projets liés à la DDTs.

123. Des niveaux d'aide bilatérale relativement élevés n'ont pas engendré de niveaux de satisfaction élevés chez les pays parties touchés en termes d'adéquation, de ponctualité et de prévisibilité de l'aide fournie. L'évaluation donnée de la ponctualité a été légèrement supérieure à celle de l'adéquation, la caractéristique la moins satisfaisante ayant été la prévisibilité. Il demeure surprenant que dans un tel contexte, seuls quelques pays aient déclaré rencontrer des difficultés liées à l'adéquation, à la ponctualité et à la prévisibilité de l'aide.

124. Durant la période considérée, un grand nombre de projets (650) ayant pour source de financement des partenaires multilatéraux étaient en cours et 300 étaient en attente. Plus de 28 milliards de dollars ont été mobilisés ainsi. Néanmoins, la grande majorité (80 %) des pays ont déclaré qu'ils ne mobilisaient pas suffisamment de ressources. Tous ont toutefois indiqué qu'ils prévoyaient de redoubler d'efforts dans ce domaine. Il convient de noter que les sous-régions présentant le nombre le plus élevé de projets soumis n'ont pas bénéficié de la plus grande part d'investissement, signe que l'objectif, tel qu'il a été adopté, peut être source de mésinterprétation.

125. Une grande somme d'argent (2 milliards de dollars) a été affectée aux mesures d'incitation en faveur du transfert de technologie, essentiellement sous forme d'aide matérielle. On a dénombré 35 pays dotés de telles mesures et, en 2009, les ressources affectées à cette fin ont été supérieures de 20 % à celles de l'année précédente. Sachant que 57 pays prévoient de créer de nouvelles mesures d'incitation ou de renforcer des mesures existantes, il y a de grandes chances que l'objectif associé à cet indicateur puisse être atteint.

VIII. Recommandations

126. Ci-après figurent les premières recommandations que les Parties pourraient examiner à la neuvième session du Comité en tenant compte de l'analyse exposée dans le présent document, le but étant d'engager rapidement des consultations sur des projets de décision qui seraient soumis à la dixième Conférence des Parties, pour examen:

a) Les pays parties touchés sont invités à s'efforcer davantage de mettre en place des CII, le but étant que, chaque année qui sépare de 2014, 10 pays parties touchés au moins mettent en place un cadre d'investissement intégré;

b) Les pays développés parties et les institutions multilatérales sont invités à soutenir davantage les pays parties d'Asie et d'Amérique latine et des Caraïbes dans leurs efforts visant à mettre en place des CII;

c) Le Mécanisme mondial est prié de s'attacher tout particulièrement à fournir une aide aux pays parties touchés qui sont en développement, pour la conception de leurs CII et la sollicitation de l'aide des pays développés parties et des institutions multilatérales à cette fin;

d) Les pays parties touchés sont invités à redoubler d'efforts pour soumettre des propositions de projet aux institutions financières multilatérales et à tirer parti de l'appui fourni à cette fin, s'agissant en particulier des ressources affectées dans le cadre du FEM et de son système garantissant l'affectation transparente des ressources;

e) Le secrétariat de la Convention et celui du FEM sont invités à donner des conseils pour la planification des ressources nécessaires à l'échelon national, contribuant ainsi à ce que les affectations du FEM soient pleinement accessibles, en temps utile, aux pays parties touchés qui peuvent y prétendre;

f) Le secrétariat de la Convention et le Mécanisme mondial sont priés de prendre en considération les questions de qualité des données et de méthodologie pour la collecte de l'information afin d'enrichir le processus itératif et si possible d'améliorer les résultats communiqués par les Parties et autres entités concernées qui soumettent des rapports;

g) Selon l'approche axée sur les résultats, les organes subsidiaires et les institutions relevant de la Convention sont priés instamment d'inscrire dans leurs programmes de travail respectifs pour 2012-2013 l'examen des présentes recommandations, le but étant de fournir aux pays parties touchés l'assistance requise pour atteindre l'objectif opérationnel 5 de la Stratégie, conformément à leur mandat respectif.
